

Finance : cancer de l'économie.

Petite histoire de l'économie virtuelle.

Marc Halévy

L'économie virtuelle (celle des promesses de gains futurs) est en train de tuer l'économie réelle (celle des échanges de biens et services effectifs) sur laquelle elle s'adosse et sans laquelle elle ne vaut plus rien. Pour bien le comprendre, suivez le guide ...

| |
|---------------------------|
| Table des matières |
|---------------------------|

Première partie : L'argent est un bien comme les autres.

Deuxième partie : Petite histoire de l'économie virtuelle.

Au commencement était le troc.

Du troc à l'or.

De l'or au certificat.

L'effet "garantie".

L'effet "taux lombard".

L'effet "planche à billets".

Du certificat au titre.

Du titre au titre de titres.

Troisième partie : Bilans et perspectives.

La situation globale actuelle

Les scénarii du futur

Epilogue : pourquoi la finance est-elle le cancer de l'économie ?

L'argent est un bien comme les autres

La banque : une boutique pour dépôts et prêts. L'argent s'achète et se vend. Il se stocke. Il vieillit, aussi.

On considère souvent la finance comme un monde à part, comme une île, bienheureuse – parfois -, mystérieuse – souvent -, où coule le lait et le miel, qui serait déconnectée du reste de l'archipel économique – ou du marais politique. Il n'en est rien.

L'activité financière est une activité économique comme les autres. Et comme les autres, elle est en concurrence avec ces mêmes autres. Lorsque vous faites le choix de placer 100 euros sur votre livret d'épargne plutôt que de vous acheter une bonne caisse de vin, vous opter pour l'activité "finance" *contre* l'activité "viticulture".

La finance n'est qu'une activité industrielle comme les autres. Sa matière première est l'argent et non le fer, le pétrole, le blé ou l'intelligence, voilà tout. Elle tente, envers et contre tout et tous, de drainer vers elle toutes les épargnes du monde pour l'écouler ailleurs, après l'avoir transformée, afin d'un tirer du profit. Votre épiciier fait exactement la même chose avec ses laitues et son jambon.

Comme toute industrie, l'activité financière achète sa matière première (votre épargne), la stocke (sur des comptes bancaires, par exemple), la transforme (en placements) et l'écoule (en propositions d'investissement) ; ensuite, elle "réalise" ses placements (elle les revend) et partage le bénéfice (ou la perte) réalisé au cours de l'opération : elle garde une bonne part pour elle et consacre le reste à rémunérer votre épargne.

Votre agence bancaire locale fait exactement la même chose, mais pas nécessairement sur la même échelle de risques : elle vous convainc de placer vos économies sur un de ses comptes, et elle vous propose de vous payer des intérêts "intéressants" si vous lui confiez cet agent, pendant une certaine durée, pour qu'elle puisse le "placer" dans ses "paniers" qui sont des collections, plus ou moins structurées, plus ou moins garanties, de placements de différents types : ce sont, en somme, ses gammes industrielles de produits comme en fabriquent nos manufacturiers classiques.

Mais il existe une différence, cependant, entre les activités financières et les activités industrielles : la matière première et le produit final y sont identiques : de l'argent. Il n'y a aucune production qualitative ; seulement quantitative. Lorsqu'un sidérurgiste transforme du minerai de fer en tôle ondulée, il ne "crée" pas de quantité supplémentaire de fer – au contraire, il produit aussi des déchets de fer -, mais il transforme de l'informe (le minerai) en forme (la tôle), il engendre de la qualité (un physicien dirait : de la "néguentropie", de l'ordre, de l'organisation).

Rien de tel pour l'activité financière. Elle n'engendre aucune néguentropie ; elle se contente d'organiser, à son profit, *la redistribution des richesses* entre tous les acteurs. C'est pour cela, entre autres, que la finance participe de l'économie "virtuelle" car elle ne produit aucune valeur d'usage réelle : avec un titre, on ne peut rien faire ... sauf le revendre plus cher que son prix d'achat. Ce n'est pas le cas avec une poêle à frire, une bouteille de vin, un disque des Beatles, un livre de Nietzsche ou l'équation de Schrödinger qui, tous, à des niveaux variés, possèdent une valeur d'usage : je puis en faire quelque chose pour moi ! Ce n'est jamais le cas pour un titre financier quel qu'il soit.

Résumons d'un mot : l'économie transforme et crée de la valeur d'usage, la finance redistribue et partage de la valeur d'échange.

Il faut expliciter ces termes et revenir sur quelques notions esquissées plus haut qu'il faut préciser. Essayons ...

*

Lorsque je vais chez mon quincailler préféré et que je lui achète un ensemble d'outils, j'ai le choix entre plusieurs propositions (des marques, par exemple). Ces diverses propositions diffèrent entre elles par deux paramètres, essentiellement : leur prix qui est leur valeur d'échange (la quantité d'argent que je devrai donner en échange de leur acquisition) et leur qualité qui symbolise leur potentiel d'usage : ce qu'il est possible d'en faire, grâce à leur précision, à leur solidité, à leur durée de vie, à leur facilité de mise en œuvre, etc ... Mais ce n'est pas parce que j'ai les meilleurs outils du monde que je parviendrai, comme par miracle, de réaliser des prouesses dignes d'un Compagnon du Devoir.

On comprend, dès lors, très vite, que la notion de valeur d'usage est ambiguë - de laquelle parle-t-on ? Il y a la valeur nominale d'usage : la valeur des objets ou services qu'un expert du meilleur niveau sera capable d'en tirer. Il y a la valeur pratique d'usage : ce que *moi* je serai capable d'en faire.

Quoiqu'il en soit, lorsque j'acquiers un titre (une action d'une entreprise cotée en Bourse, par exemple) : personne, ni le plus grand expert, ni moi, ne sommes capables d'en tirer la moindre valeur d'usage : sa seule valeur, c'est son prix. Et ce prix fluctue. Et si je l'achète au plus bas de la cotation et que je la revends au plus haut, j'aurai fait une belle opération, mais n'aurai créé aucune valeur d'usage d'aucune sorte. Alors qui paiera la différence entre le cours d'achat et le cours de vente ? D'où vient cet argent que j'ai gagné sans travail ? De celui qui l'a racheté et qui espère – parce qu'il le croit ou parce qu'on le lui a promis – pouvoir le revendre, plus tard, encore plus cher.

Et l'on comprends pourquoi la finance – comme toute l'économie virtuelle – s'appelle aussi l'économie de la promesse : elle ne vend que des promesses, des promesses de gains futurs. Et le mot "futur" est ici essentiel, on le devine. On ne "place" pas d'argent maintenant pour qu'il me rapporte maintenant. Il n'y a jamais d'immédiateté : la finance joue sur le temps, c'est *son* paramètre. "Tant que tu ne vends pas, tu ne perds pas !" Mais si je ne vends pas, je risque de perdre encore plus ! Voilà tout le jeu.

Il faut, à présent, distinguer les deux grands canaux de gains financiers. Le premier est celui décrit jusqu'ici : j'achète, je vends, j'empoche (ou j'oublie) la différence.

On parlera de *revenu de plus-value* lorsque la valeur du titre possédé a évolué favorablement entre l'instant de l'achat et l'instant de la revente (on parlera de moins-value ou de perte dans le cas d'une transaction défavorable).

On parlera, de plus, de *revenu de rente* lorsque le bénéficiaire final de mon épargne (par exemple le PDG de l'entreprise dont j'ai acheté des actions) partage avec moi une partie du bénéfice qu'il a réussi à produire grâce à mon argent (dans le cas des actions, cela s'appelle une distribution de dividendes aux actionnaires).

Ces deux modes de revenus ne sont pas contradictoires car, si mon titre me rapporte du revenu de rente tant que je le conserve, il pourra me rapporter du revenu de plus-value lorsque je le revendrai (le prix de cette revente tiendra d'ailleurs compte des dividendes que j'aurai reçus et de leur évolution dans le temps).

Bien sûr, dans les deux cas, l'agent financier, intermédiaire entre moi et cette entreprise, prélèvera, au passage sa dîme appelée "commission" ; il la prélèvera d'ailleurs plusieurs fois dont une à l'achat et l'autre à la revente (quels que soient le gain ou la perte) sous prétexte de "frais de transaction". Mais il faut bien que tout le monde vive, n'est-ce pas ... quoique ...

*

Suivons le périple de mon argent.

J'ai de l'argent liquide en ma possession. Je n'ai pas tout dépenser pour m'acheter des biens et des services réels. Il subsiste un surplus : c'est mon épargne. Ce surplus est disponible. Je peux ne rien en faire et le cacher dans un bas de laine sous mon matelas (avec le risque qu'il perde de sa valeur si le cours de l'unité monétaire qui le caractérise – la devise : l'Euro ou le Yuan par exemple – baisse). Je puis éviter ce risque en achetant une "valeur-refuge" c'est-à-dire un objet matériel dont la valeur intrinsèque est plus stable : un lingot d'or ou d'argent, un hectare de bois, une toile de maître, par exemple.

Mais je peux aussi entendre le chant des sirènes bancaires qui me promettent de jolis taux d'intérêts et d'attrayants services si je confie mes économies à la banque de mon choix. Par "taux d'intérêt" (fixe par contrat ou variable en fonction des cours), il faut comprendre que la banque me promet de me verser, périodiquement, un "loyer" pour l'argent que je lui ai confié tout en garantissant le remboursement intégral de mes économies à la fin de la période de placement (qui peut aller de 24 heures à plusieurs années). Par "services", il faut entendre l'ensemble des actes de gestion et de communication que la banque prendra en charge vis-à-vis de moi, son client : gestion des comptes, extraits, chèques, virements, domiciliations, ordres permanents, conseils fiscaux, offres de placement, etc ...

Admettons que je finisse par me décider et par ouvrir un compte à la banque Trucmuche. Dès que mon argent liquide y est déposé, il disparaît, avalé par la grande machinerie financière et est remplacé par un chiffre dans un ordinateur. L'argent "physique", lui, est déjà parti dans les circuits monétaires. Il sera amalgamé avec toute la masse d'argent qu'a drainé la banque. Une part de cette masse servira, pour une infime partie, à servir du cash au distributeur de billets ou au guichet. Le reste sera "placé" au bénéfice de la banque. Certains de ses placements correspondent aux prêts que les clients de la banque (des particuliers pour leur crédit hypothécaire ou des entreprises pour un crédit d'investissement, par exemple) viennent contracter. Ses autres placements seront dits spéculatifs et permettront d'acquérir des titres, symbolisant des valeurs, qui entreront dans la valse infinie et frénétique des achats-ventes-rachats-reventes qui est le quotidien des cambistes (pour les placements monétaires sur les différentes devises du monde) et autres *traders* (pour les autres titres).

Depuis longtemps, les banques sont soumises à des règles plus ou moins strictes quant à leurs placements : comme leur "matière première" est l'épargne des ménages, il ne s'agirait pas d'oser des risques démesurés qu'il feraient prendre à des millions de braves gens qui n'en sauraient rien et qui ne demande qu'une rémunération modeste, de "bon père de famille", de leur épargne.

Tout placement d'argent participe d'un jeu de risque et de promesse : en général, plus la promesse est "juteuse", plus le risque est grand. La différence, naguère étanche, entre banque de "détail" et banque d'affaire réside là : la banque de détail (*retail banking* en anglais) draine l'épargne des ménages et ne peut pas prendre de gros risques ce qui limite ses revenus et les taux d'intérêt qu'elle peut servir à ses clients ; la banque d'affaire (*corporate banking* ou *business banking*, en anglais), elle, s'adresse à des investisseurs dont le problème n'est plus de laisser gentiment et simplement dormir leur épargne à des rendements tranquilles, mais bien de gagner beaucoup d'argent en prenant des risques sérieux en connaissance de cause.

On le verra dans la suite, un des gros drames de la finance actuelle est cette décision politique – à l'instigation des gros banquiers – de faire sauter la cloison entre banque de détail et banque d'affaire. En conséquence, l'épargne des ménages, à l'insu de ceux-ci et sans leur fournir des intérêts particuliers, a pu être placée sur des marchés à risques, à gros risques même ; ceci a permis à ces banques de gagner beaucoup d'argent, de s'enrichir considérablement, et de

mener un train de vie proprement scandaleux – et à servir, à leurs *traders*, des salaires, des commissions et des primes écœurants.

Mais où donc est passé mon argent, dans tout ça ? Le "placeur" à acheter des titres et mon argent est passé dans la poche du vendeur de ces titres¹. Gardons ce mot générique de "titre" pour l'instant : il signifie le titre de propriété d'une "chose" possédant une valeur financière qui est une pure valeur d'échange. Ce titre peut aussi bien être des billets de banque d'une autre devise, ce peut être des bons du trésor c'est-à-dire un prêt qu'émet un Etat souverain pour financer ses projets d'investissement ou, simplement, sa trésorerie afin payer par exemple, ses fonctionnaires, ce peut être des prêts obligataires (des "obligations") qui sont l'équivalent, en gros, des bons du trésor mais émis par des entreprises privées, ce peut être des actions d'une entreprise, cotée ou non en Bourse, ce peut être des certificats de propriété d'une quantité donnée de matières premières ou précieuses, ce peut être des certificats de propriété ou d'exploitation de gisements de minerais, de forêts, de terres agricoles, de vignes, de fonds de commerce, de permis d'exploitation, etc ...

Tout ce qui est appropriable peut faire l'objet de transaction financière. Tous ces titres font continuellement l'objet de transaction soit de gré à gré (l'acheteur achète directement au vendeur et négocie avec lui le prix de la transaction), soit dans une bourse d'échange qui, en somme, est une perpétuelle vente à l'encan ou aux enchères – les offres de prix annoncées et exécutées faisant évoluer les cotations en continu.

Ces bourses reçoivent, en permanence, des ordres de vente et d'achat qui portent sur un volume de titres et sur une fourchette de prix soit de vente pour le vendeur, soit d'achat pour les acheteurs. Le croisement de ces offres et demandes engendre un volume de transactions qui indique l'ampleur de l'activité boursière du moment.

Grosso modo, il existe trois grands systèmes boursiers, l'un portant sur les matières (dont le centre est à Chicago), l'autre portant sur les monnaies (93% des transactions monétaires, aujourd'hui, correspondent à des placements spéculatifs sur des devises, et non à des transactions de change motivées par des échanges commerciaux réels), le troisième portant sur les titres proprement dit : les actions et les obligations (privées ou publiques). Ce troisième système boursier se subdivise parfois en "premier marché" qui est la Bourse des titres d'organismes ou entreprises ayant pignon sur rue dont les cotations sont "stabilisées" (indice NYSE par exemple), et en "second marché" où les transactions sont beaucoup plus risquées et portent sur des entreprises nouvelles ou des technologies de pointe, etc ... (indice NASDAQ, par exemple).

Bien sûr tout ceci est assez schématique et ne reflète la réalité du système financier qu'à "grosse maille", mais le compte-rendu est fiable et dit l'essentiel.

*

Redisons encore une fois que la différence cruciale qui sépare l'économie virtuelle de l'économie réelle est celle-ci : l'économie réelle crée de la valeur alors que l'économie virtuelle ne fait qu'en redistribuer.

¹ En réalité, ce paiement est aujourd'hui purement électronique par défalcation du compte bancaire créditeur et affectation au compte bancaire débiteur. Le cash – les liasses de billets que j'avais déposées au guichet de ma banque - a été aggloméré et fait l'objet de transfert de fonds vers la banque centrale qui redistribue cet argent de façon électronique au crédit des autres banques en fonction du solde global de leurs transactions entre elles : cette opération de consolidation se fait tous les matins et détermine la "date-valeur" des transactions. Bref, il s'agit d'un vaste système de vases communicants entre banques, via la banque centrale (qui est la banque des banques). Des transferts de fond en cash sont organisés dans l'autre sens (de la banque centrale à telle banque particulière) chaque fois que celle-ci est en déficit de cash suite aux retraits à ses guichets ou à ses distributeurs de billets.

Comme au casino, ce sont les joueurs qui amènent tout l'argent et reparte avec tout l'argent, moins une petite différence qui est la rémunération de l'institution et qui ne représente qu'un faible pourcentage du volume des mises. La casino gagne sa vie en organisant, au travers de jeux d'argent, le passage de l'argent d'une poche à l'autre. La finance fait exactement la même chose.

Sauf ... que le casino ne peut pas jouer lui-même contre les autres joueurs (il doit rester "hors-jeu") et ne peut gagner sa vie que sur les commissions qu'il perçoit en changeant l'argent vrai en jetons de jeu et vice-versa. Les banques, elles, contre toute logique et éthique, ont reçu le droit de jouer elle-même, pour leur propre compte, avec l'épargne de ses clients, à toutes les "roulettes" boursières. C'est un des éléments causals de l'immense crise financière actuelle ... mais n'anticipons pas.

Le monde financier, comme le casino, ne crée rien, il redistribue, il organise et permet le transfert de l'argent d'une poche à une autre. Et son instrument, pour que ces transferts soient stimulés, est la promesse de gains futurs, par spéculation sur l'évolution probable ou apparente de la valeurs de titres en jeu. Ces spéculations ressemblent à s'y méprendre aux martingales que s'inventent les joueurs invétérés, car les banques et leurs "analystes" ou "économistes" sont totalement incapables d'anticiper quoique ce soit et de prévoir quoique ce soit. Plusieurs prix Nobel d'économie ont été attribués à des chercheurs qui ont pu prouver que les cours de Bourse et les marchés financiers n'obéissent à aucune logique rationnelle. Même les mathématiciens s'y sont mis – dont le célèbre Benoît Mandelbrot, le père du concept de fractal – pour arriver exactement au même résultat : la Bourse est du même degré d'imprévisibilité que la loterie nationale.

Mais le monde financier est passé maître dans l'art de faire croire – y compris à lui-même – qu'il existe une "science" financière des placements et des gains prévisibles. Tout cela est proprement de l'imposture, de la supercherie et du charlatanisme. Les marchés financiers sont des systèmes incroyablement complexes et la science des systèmes complexes rappelle, haut et fort, que plus un système est complexe, plus son comportement est imprédictible (voir mon "Un univers complexe" – Oxus – 2011). Point barre !

*

Revenons à notre point de départ : la finance est une activité économique comme les autres. Elle gère des flux. Mais quels genres de flux ? Pour l'économie réelle, ces flux sont des flux de biens matériels ou de services immatériels fournissant une réelle valeur d'usage. Les flux qui alimentent l'économie virtuelle ne sont pas de cette nature. L'économie réelle produit des résultats tangibles porteurs d'utilité directe ; l'économie virtuelle charrie des moyens qu'elle met à disposition de l'économie réelle moyennant rétribution, d'une manière ou d'une autre notamment en échange de titres de propriétés et/ou de certains droits (de vote, de rétribution, de partage des bénéfices ou des plus-values, etc ...).

On pourrait presque dire que la finance s'inscrit dans une logique de possession de moyens (argent frais, matières premières, infrastructures) alors que l'économie réelle s'inscrit dans une logique de production de résultats (conception, fabrication et commercialisation de biens et de services).

Et l'on comprend alors le jeu de pouvoirs qui s'instaure entre l'économie virtuelle qui possède les moyens et l'économie réelle qui produit les résultats. L'économie virtuelle, parce qu'elle a la main sur certains moyens indispensables, est en posture de faire chanter l'économie réelle pour lui extorquer la belle part du bénéfice de ses résultats et pour se faire donner des droits de contrôle et de décision sur les activités afin de les aiguiller vers *son* profit à elle. A l'inverse, l'économie réelle peut à son tour contrer la puissance de la finance en diversifiant

ses circuits d'acquisition des moyens dont elle a besoin par exemple par l'autoproduction (par exemple : autofinancement, rachat ou exploitation directe des sources) ou l'acquisition directe des moyens auprès de leurs détenteurs ou producteurs (offre publique de vente ou d'augmentation de capital, société coopérative, etc ... pour ne parler que de la capture des moyens financiers sans passer par l'intermédiaire de la finance et des banques).

On comprend donc qu'il y a là une guerre larvée entre moyens et résultats, entre économie réelle et économie virtuelle, entre économie et finance.

Notre époque, en ce sens, a vu deux phénomènes successifs.

Le premier est la montée en puissance de la finance qui a clairement pris le pouvoir sur des pans entiers de l'économie réelle par l'intermédiaire des fonds de placement ou des fonds de pensions, par exemple.

La finance, dans cette position dominante, a exigé des prébendes de plus en plus colossales de la part de l'économie réelle qu'elle maîtrisait. Elle a pris le contrôle de la gouvernance de beaucoup d'entreprises et les a regardées comme des vaches à lait jetables qu'il suffisait de traire à mort ... et de traiter le lait en crème et babeurre afin de se garder la crème et d'utiliser le babeurre pour nourrir ou acheter de nouvelles petites vaches que l'on engraissera et que l'on traitera à mort par la suite.

Le second phénomène, consécutif au premier, est la consommation du divorce entre finance et économie. Pour la première fois dans l'histoire économique, ce qui est bon pour la finance est mauvais pour l'économie et ce qui est bon pour l'économie est mauvais pour la finance. Nous vivons, en direct, une illustration monstrueuse de la fable de La Fontaine : "La grenouille qui voulait devenir aussi grosse que le bœuf". Cette fable se termine que l'éclatement de la grenouille, gonflée à l'outrance ... de vide : c'est ce qui a commencé d'arriver à la finance avec la crise des *dot.com* en 2001 et la crise des *subprimes* en 2008.

Le fond du problème, ici, est un mythe à deux têtes dans lequel l'économie réelle et les ménages se sont laissés piégés et enlisés : croissance et endettement.

La première tête du mythe est un furieux mensonge : l'économie réelle *doit* croître – et la consommation qui est son vis-à-vis, aussi. C'est simplement faux. Au contraire, la croissance en taille des entreprises est similaire à l'obésité de leurs clients consommateurs : c'est mauvais pour leur santé. Plus une entreprise est grosse, plus elle perd de souplesse et d'intelligence, plus elle se bureaucratise et se procéduralise, plus elle se hiérarchise et se rigidifie.

Elle devient une grosse vache facile à traire moyennant la complicité – dûment rémunérée – de ses cadres dirigeants : ceux-ci ne sont pas – et n'ont jamais été – des entrepreneurs, mais bien des *apparatchiks* à la solde de la finance qui les rémunère grassement en argent, en titres, en privilèges et en glorioles médiatiques. La plupart de ceux que l'on appelle, en France, les "grands patrons", ne sont que des gros traîtres à l'économie, des vendus de l'ego, des lèche-bottes politiques. En rien, ils ne sont des exemples pour le monde des entrepreneurs et des managers : leur salaire ne reflète aucune autre compétence que celle de courtisan.

La seconde tête du mythe moderne est l'endettement : puisqu'il "faut" croître, il faut avoir les moyens d'investissement nécessaire à cette croissance : il faut donc s'endetter. Et pour que cette croissance de production soit rentable, il faut qu'elle soit contrebalancée par une croissance équivalente de la consommation. Donc, à l'endettement des entreprises pour la croissance de production, correspond un endettement des ménages pour la croissance de la consommation. Ces deux mouvements symétriques ne profitent qu'à une seule catégorie d'acteurs : les marchand d'endettements c'est-à-dire la finance qui gagne sur tous les tableaux.

Répetons-le, la croissance est un mythe qui rend les entreprises fragiles et les hyper-consommateurs, malades. Plus une entreprise devient grosse, plus elle attire les parasites -

syndicats et profiteurs en tête -, plus elle s'éloigne de ses vrais métiers et plus elle consomme de ressources, de temps, d'argent et d'énergie à construire et entretenir des "usines à gaz" sans aucune valeur ajoutée, mais "indispensables" pour rassurer les financiers : ces usines à gaz s'appellent "contrôle de gestion" ou "certification ISO" ou "informatisation SAP", etc ... sans parler des rémunérations des gros "consultants" à la mode dont il faut avoir les "recommandations" dûment téléguidées pour entreprendre les coupes sombres et les "réorientations" indispensables à la maximisation des profits financiers.

*

* *

Petite histoire de l'économie virtuelle

Au commencement était le troc

L'échange en confiance. L'échange selon tarif.

On imagine souvent nos plus vieux ancêtres à notre image, vivant en famille, au sens nucléaire restreint (parents et enfants directs), et en autarcie. Rien n'est plus faux. L'homme est un animal fragile et donc peureux, peu apte à la vie sauvage. La vie en groupe élargi est, tout au contraire de l'image d'Epinal, une impérieuse nécessité : et toute vie sociale implique des flux d'échange de biens, évidemment : produits de la chasse, de la pêche, du ramassage ou de la cueillette, mais aussi de services : protection des femmes et des enfants, arbitrage des différends, garde du feu dès qu'il exista, surveillance des abords, soins aux blessés et aux malades, préparation des repas communautaires, etc ...

N'en déplaise à Aristote, l'homme n'est pas un animal social - tout au contraire, dès qu'il en a la possibilité et les moyens, il fait tout pour fuir ses semblables et s'en isoler -, mais la mutualisation de certains risques a exigé, dès l'aube des temps, une certaine socialité - solidarité - au moins de façade.

Dès que la première habileté créa le premier outil, elle devint illico un fonds de commerce : le premier tailleur de silex devint le premier artisan à qui les membres du clan passèrent commande.

Pour le dire plus abstraitement, dès qu'il y a différenciation, il y a spécialisation et échange. On connaît les études nombreuses, fouillées et parfois fumeuses sur les systèmes de "cadeaux" claniquement tarifés et les pratiques de *potlatch* qui s'ensuivirent chez certains peuples. Celles-ci confirment cela.

Bref : le troc est né avec le premier savoir-faire spécifique. C'est toujours la base – souvent méconnue – de toute l'économie qui n'est, en dernière analyse, que la mise en œuvre de savoir-faire différenciants en échange des produits d'autres savoir-faire d'autres non maîtrisés par soi. On commence seulement à découvrir, de nos jours, avec la montée en puissance de l'économie immatérielle et noétique (économie des savoirs, talents, compétences et intelligences), et à reconnaître cette définition ultime : **l'économie est l'ensemble des systèmes de valorisation² des savoir-faire !** Et son corollaire : la seule richesse fondamentale d'un individu, d'une entreprise ou d'un pays est l'excellence de ses savoir-faire rares et maîtrisés. Tout le reste est bavardage. Il n'y a de richesse que de talent : les "richesses" financières n'existent tout simplement pas si elles ne "représentent" pas, précisément, de la réelle richesse de talent. Mais j'anticipe ...

Ainsi, la spécialisation – donc les talents spécifiques de l'un ou l'autre – est à la base des trocs. Un deuxième facteur s'y superposera : le "différé". Dans son coin de grotte, un artisan tailleur de silex travaille et fabrique les outils et les armes dont les artisans cultivateurs ou guerriers ont besoin.

Les cultivateurs peuvent facilement "payer" leur hache ou couteau avec leur production de blé, mais seulement lorsque production il y a, en bonne saison, les bonnes années : que mangera notre tailleur de silex l'hiver lorsque les cultures ne produisent rien mais que les cultivateurs demandent d'autres couteaux ou haches pour couper les bûches du feu ou tailler les osiers de leurs paniers ? Et le guerrier qui ne produit rien mais assume un "service" collectif, comment rémunèrera-t-il notre champion de l'éclat de silex ?

² Le mot "valorisation" est à prendre ici au sens de "mise en valeur" et non de "quantification".

Nous connaissons tous les réponses, mais quelque simples soient-elles, elles impliquent un raisonnement qui sera, sans doute, le premier raisonnement financier : la dette.

Le second raisonnement financier viendra bien vite lorsque, l'hiver étant bien rude et le cultivateur visiblement trop malade pour assumer les labeurs du printemps, le tailleur de silex lui dira : "Je ne crois pas en ta promesse de me payer mon dû à la moisson car il n'y aura pas assez de moisson ! Je ne produirai rien pour toi.". Ainsi naquit la première anticipation. Mais, pour peu que la survie de notre tailleur de silex soit assurée par ailleurs et qu'il soit un tantinet joueur, il pourrait dire : "Mais si tu paies le double du volume prévu en grains, alors je prends le risque et je te livre ta commande d'outils". Voici venu le premier pari sur une promesse d'avenir, voici venue la première spéculation. Mais n'anticipons pas trop.

Avec la spécialisation, naissent à la fois l'échange et la dette (ou différé d'échange c'est-à-dire, par exemple, livraison du silex en décembre et livraison, en retour, du blé en juillet ... et donc sept mois de dette et crédit).

Initialement, du fait de l'impérative solidité des liens de solidarité et de confiance au sein du clan, toute dette est dette d'honneur : la parole donnée suffit. C'est le fameux "tope-la" des maquignons et des sociétés rurales fermées.

La parole suffit car quiconque oserait se dédire et renier sa parole, se verrait exclu du clan et donc seul pour affronter la vie sauvage : cela équivalait, tout le monde le sait, à une condamnation à mort !

J'entends d'ici ces ancestrales premières discussions, en conseil du clan, concernant les meilleures pratiques en matière de production et de redistribution des biens de nourriture, par exemple : elles durent toujours ... A chacun selon quoi ? Selon ses besoins ? Selon ses mérites ? Selon ses avoirs ? Selon la beauté de ses filles ? Selon ses espérances ? Selon la longueur de son sexe ? Selon qu'il gagne ou pas le concours de celui qui pisse le plus loin ? Les théoriciens du socialisme, qu'ils soient marxistes ou non, ont beau y rêver : aucune société primitive ne fut jamais communiste même si certaines activités furent obligatoirement communes (comment voulez-vous tuer un mammoth ou rabattre une harde de cerfs à vous tout seul ?). Entre communisme ou collectivisme, et collaboration mutuelle, il y a bien plus qu'une simple nuance. La formule célèbre du collectivisme : "De chacun selon ses forces et à chacun selon ses besoins", est une formule injouable dans le réel car elle obligerait à faire l'impasse sur l'humain en l'homme qui, toujours, tend à minimiser ses dépenses (et efforts) et à maximiser ses gains (ou privilèges). C'est ainsi. Inutile de pleurnicher sur l'homme idéal : il n'existe pas !

Alors : de chacun selon quoi ? Et à chacun selon quoi ? Les réponses ne sont toujours pas claires ... Ou, plutôt, aucune formule n'est vraiment satisfaisante : il y a toujours moyen de tricher ... et l'humain est tricheur dans l'âme. Quelle que soit la règle choisie, il faudra toujours quelqu'un ou quelques uns pour contrôler et arbitrer. Et ce travail de contrôle et d'arbitrage, lui aussi, doit être rémunéré (car, pendant que le chef de clan arbitre, il ne cultive pas son champ pour sa famille) : naissance du fonctionnariat, donc. Et ce chef : est-il si honnête, après tout ? Ne faut-il pas que lui aussi soit contrôlé et que ses arbitrages contestés soient, à leur tour, arbitrés ? Et ainsi de suite ... *Ad libitum* ... La cour de cassation et la cours des comptes ne sont plus très loin ... déjà.

De plus, très vite, surgit la question de l'équité de l'échange c'est-à-dire la question de la valeur des biens ou services échangés lors des transactions entre membres du clan: combien de kilos de blé vaut une hache de silex taillé ? Et combien de kilos de mammoth ? Et combien de kilos de pommes ? Etc ...

Et combien de chameaux vaut la main - ou la fleur - de la fille du forgeron ?

La question de la "valeur" est bien sûr centrale en économie et en finance. Elle s'est posée déjà il y a trente mille ans. Elle est toujours un casse-tête, même si celui-ci n'a plus la forme d'une massue paléolithique.

Nous voilà revenu à l'essentiel, à la base de tout l'édifice économique où l'on trouvera trois approches de la valeur : celle par le prix de revient (par la coût ou le travail dépensés pour produire), celle par le prix d'achat et celle par la valeur d'usage (soit nominale, soit pratique - cfr. supra).

Imaginons un cas de figure extrêmement simplifié : d'un côté il y a des tailleurs de silex qui fabriquent des couteaux, de l'autre des cultivateurs de blé.

Chaque tailleur de silex sait, à peu près, combien de couteaux il est capable de fabriquer sur une année, hors maladies ou accidents ou mutilations. Chaque cultivateur, lui, ne sait pas combien de quintaux de blé il pourra produire par an car cette production ne dépend que peu de lui et de son travail, mais bien plus des saisons, des intempéries, des guerres et des aléas. Par ailleurs, chaque tailleur de silex sait, environ, combien de quintaux de blé il voudrait (ce n'est qu'un désir) consommer avec sa famille durant l'année qui vient et, symétriquement, le cultivateur sait, par expérience, combien de couteaux, environ, il usera ou cassera en un an. Faisons l'hypothèse que le nombre des tailleurs de silex et de cultivateurs du clan est constant - ce qui ne sera jamais le cas puisque des jeunes arrivent et que l'espérance de vie est plus qu'aléatoire, courte en tous cas. On pourrait espérer, par quelques multiplications élémentaires arriver à une consommation totale de blé et de couteaux dans le clan et en déduire un "prix juste". On comprend immédiatement que, même dans ce cas de figure simplifié jusqu'à l'irréalisme, ce calcul sera impossible du fait de l'imprévisibilité notoire de trop nombreux paramètres essentiels.

Première approche d'évaluation ...

Combien coûte la production d'un couteau de silex ou d'un quintal de blé - évaluée en heures de travail, par exemple ? Nul ne peut le savoir ! Il y a trop de disparités entre les méthodes et puissances de travail, il y a trop d'impondérables, il y a trop d'inconnues.

Deuxième approche d'évaluation ...

Quel sera alors la valeur d'échange, c'est-à-dire le "prix de marché" du blé ou du couteau ? Il est impossible de le prévoir, encore une fois : quels seront les rapports de force entre acheteurs et vendeurs ? les niveaux de rareté relative des différents biens ? les mensonges et cachotteries des deux camps ? la force de la solidarité réelle au sein de chaque métier ?

Troisième approche d'évaluation ...

Quelles seront, alors, les valeurs d'usage de nos deux produits ? Il ne faut réfléchir que quelques instants - notamment à l'aspect strictement subjectif et personnel de la notion d'usage - pour se rendre compte que celles-ci sont également incalculables sérieusement.

La seule chose que l'on sache - c'est la première "loi" d'équilibre macro-économique -, c'est que le prix d'achat devra nécessairement se situer entre le prix de revient (sinon, à la longue, le producteur sera en faillite ... ou mort de faim) et la valeur nominale d'usage (sinon l'échange n'a aucun intérêt et ne se fera pas ou, du moins, se fera avec un bien de substitution dont la valeur d'usage est supérieure au prix d'achat).

De toute cette discussion, il ressort que, dès lors que le "tope-la" n'est plus accepté ou suffisant, et qu'il faut recourir à une "tarification" - commune ou individuelle - des prix et valeurs, l'exercice se révèle totalement subjectif, aléatoire et conventionnel. Ce sont ces caractéristiques-là qui rendent la finance spéculative possible : le spéculateur se faufile dans les interstices, béants parfois, qui existent entre les trois approches de la valeur d'une "chose"

(un bien, un service, une heure de travail, un talent, un titre de propriété, une dette et le risque sur cette dette, etc ...) et joue sur les défauts majeurs inhérents à ces méthodes d'évaluation.

Notre époque - pénuries et crises obligent - tente de réinventer le troc (cfr. mon "Economie démonétisée" - Dangles - 2010) et connaît les mêmes paradoxes et apories. Par exemple, la pratique des SELs qui échangent entre bons voisins des heures de prestation - peu important les spécialités mises en œuvre : une heure égale une heure - fonctionnent, certes, mais au prix d'une impasse sur la qualité de chaque heure de travail prestée au bénéfice de quiconque : l'heure d'un jardinier lent vaut-elle celle d'un jardinier rapide ? l'heure d'un mécanicien automobile vaut-elle l'heure d'un expert-comptable ? etc ...

Derrière toutes ces questions de "valeur", se profile une question philosophique immense : l'activité humaine est-elle quantifiable ou toute quantification est-elle purement conventionnelle et subjective ? La réponse est évidente : toute quantification objective, précise et incontestable est simplement un leurre ou une illusion au mieux, une duperie ou une escroquerie, au pis. Alors ? La question philosophique pousse plus loin : si toute quantification économique n'est que, disons, une illusion, pourquoi y recourons-nous si allègrement ? La réponse est simple, mais désagréable à entendre. Vous devinez laquelle ? Allons ... un effort ...

La notion de valeur ou de prix s'est révélée indispensable pour limiter la rouerie foncière des humains. Même si aucun système d'évaluation n'est sérieux, solide, durable, efficace et "honnête", il en faut un qui permette à chacun lors d'une transaction, de prendre ses repères par rapport à une échelle des valeurs connue, partagée, reconnaissable.

Si une chope de bière vaut un euro dans tous les bistrotts que l'on fréquente, on saura, sans rien y connaître en maraîchage, que les dix mille euros demandés pour un petit pois frais sont un prix, disons, ... exagéré.

La quantification économique (la traduction de la valeur des "choses" en prix) est née pour lutter contre les escrocs, mais les escrocs ont su apprendre à jouer avec les règles d'évaluation pour escroquer tout de même. Cela s'appelle la finance spéculative ! C'est l'éternelle dialectique du braconnier et du garde-chasse ... Et avec quel type de gens fait-on les meilleurs gardes-chasse ? Avec les meilleurs braconniers, pardi ! Et réciproquement ... Les banquiers sont donc devenus *traders*.

*

* *

Du troc à l'or

La monnaie-métal, sa fiabilité, sa convertibilité. Le droit seigneurial, puis régalien, de battre monnaie.

La création de la monnaie est une réponse intelligente aux défauts de l'économie du troc et à la difficulté de gérer les paiements "différés" dont on a parlé plus haut. Si notre ami cultivateur s'est engagé à fournir, à l'été, quelques kilos de blé à notre complice tailleur de silex, cela ne pose pas de problème ; il est homme de parole. Si le "quelques" devient, après négociation, 43,25 kilos, il faudra s'en souvenir tous deux ce qui, en l'absence d'écriture, n'est guère aisé. Si, de plus, il y a vingt-et-un cultivateur dans le même cas, chacun devant un poids différents de grains, notre pauvre coutelier est condamné à la migraine sinon aux disputes futures dus aux carences des mémoires. Il fallut donc résoudre deux problèmes.

Le premier est de définir un objet concret, conventionnel, facile à ranger, inaltérable autant que faire se peut, qui puisse *symboliser* la dette du cultivateur envers le tailleur de silex (en l'absence, répétons-le, de recours à un quelconque système d'écriture - ce qui fut le cas encore bien longtemps, dans les campagnes largement analphabètes, jusqu'au 19^{ème} siècle).

Le mot essentiel, ici, déjà souligné, est *symboliser* et, ajouterai-je, symboliser sans doutes ou contestations possibles.

Imaginons une solution à ce problème ... Prenons un bout de bois dur. Taillons à chaque extrémité un signe, l'un représentant le débiteur, l'autre le créancier. Entre ces deux marques, faisons autant d'encoches que le cultivateur doit de kilos de froment au tailleur de silex. Et le tour est joué. Reste au tailleur de silex à ne pas se faire voler son bâton et à veiller à ce qu'il ne tombe pas dans le feu. Nous venons d'inventer la première monnaie scripturaire ou scripturale qui représente la dette du cultivateur au tailleur de silex.

On peut aller plus loin ... Imaginons que le tailleur de silex ait une dette équivalente envers le chasseur de rennes, il est possible de croire que, de commun accord, sur le bâton, le tailleur de silex efface son signe totémique d'un coup de couteau et le remplace par celui du chasseur. Il y a eu transfert de la dette et c'est, à présent, le chasseur de rennes qui pourra, l'été venu, présenter le bâton au cultivateur et empocher les kilos de blé. La "monnaie" ainsi, commence à circuler ... Mais, on l'admettra, le système n'est pas très pratique. Que faire si la dette du tailleur au chasseur est des deux tiers de celle du cultivateur au tailleur ? Briser le bâton reviendrait à détruire la dette puisqu'il est nécessaire d'avoir le bout de bois intact pour valablement symboliser la dette.

On comprend donc que la divisibilité et l'anonymat de la monnaie sont deux aspects importants. Ce fut là l'origine de la monnaie symbolique qui eut cours, des millénaires durant, dans le monde des îles du Pacifique : le cauri ! Un joli coquillage brillant et coloré, en forme de gros grain de café, dont chacun représentait, par convention, une unité de valeur : disons, pour l'exemple, qu'un cauri vaut une poignée de blé ... et tout à l'avenant puisqu'un couteau de silex bien fait "vaut" deux kilos de blé donc vingt cauris. Evidemment, dans ce système, rien n'empêche le petit malin d'aller cueillir des cauris au fond de l'eau lipide et chaude des lagunes et d'ainsi, s'enrichir sans travail fêrir. Mais bon ... La perfection n'est pas de ce monde.

Le second problème à résoudre est bien plus difficile : c'est celui de la garantie. Mon joli bâton de bois dur est bien gentil, mais je pourrai juste m'y tailler des cure-dents si mon débiteur, le cultivateur, est insolvable lorsque les moissons seront engrangées : son champ a été brûlé par l'orage, il a tout perdu ... et moi aussi. Que faire ? Prendre patience jusqu'à l'an prochain, à l'été, en priant la déesse-mère qu'elle accorde à notre cultivateur plus de chance et une bien meilleure moisson que cette année maudite. Je pourrai, même, négocier, pour prix de ma patience angélique, un complément de blé ... ancêtre donc du prêt à intérêt. Tout cela est bel et bon, mais on comprend que ce système de dettes différées est bien inconfortable et appelle une gestion bien compliquée.

L'idée géniale qui vint, fut de remplacer le bâton de bois dur ou le cauri, dont les valeurs sont purement symboliques ou conventionnelles, par un objet dont la valeur intrinsèque serait égale à la valeur de la quantité de blé due. Mais comment résoudre cette énigme ? Il fallait donc trouver une matière qui soit divisible, inaltérable et dotée d'une valeur intrinsèque indiscutable. En ces âges de découverte des métaux, le cuivre, le fer, l'argent et l'or commencèrent à jouer ce rôle. Les pierres précieuses ou semi-précieuses aussi mais avec moins de praticité car un diamant ou une obsidienne sont bien moins facilement divisibles qu'une barre de laiton.

Voici donc la naissance des monnaies métalliques. Mais un souci subsiste ... comment savoir si la pépite d'or que l'on propose à notre bon tailleur de silex est bien ... de l'or ... et au bon

poids ? Ne serait-ce pas plutôt du laiton, jaune et brillant comme l'or ? Ou n'est-ce pas un alliage d'or et de laiton ? Autrement dit, notre souci est de fiabiliser la monnaie métallique. L'invention du droit régalien de "battre monnaie" et le rôle de la banque centrale seront au bout de ce chemin-là. Mais pour l'heure, on se contentera de mordre la pièce de monnaie et de la goûter pour y reconnaître la ductilité et la saveur de l'or ... et de recourir aux services d'un changeur dont les balances - pour peu qu'il ne triche pas avec le poids réels de ses pesons - attesteront du poids réel et donc de la valeur réelle des monnaies proposées en paiement. Deux problèmes sont donc posés : la teneur en métal précieux et le poids réel de la pièce de monnaie métallique. Ces deux problèmes demeurèrent très présents - et très fauteurs de troubles et de disputes - durant de longs siècles : ils ne furent résolus - aux fausses monnaies près - qu'à la Renaissance.

Durant plus de mille ans, circulèrent des monnaies nombreuses, toutes plus ou moins fausses (en poids comme en teneur en métal précieux), toutes plus ou moins attestées par les changeurs aussi menteurs, disait le dicton, que les arracheurs de dents, toutes plus ou moins crédibilisées par l'effigie royale ou impériale ou nobiliaire de l'émetteur. Mais les fausses monnaies étaient courantes, malgré que leur battage eût été passible de la peine de mort (le battage de fausse monnaie a toujours été vue par les hommes comme bien plus grave que le meurtre ou le viol ... à méditer !). De plus, une pratique ancienne jouait un rôle non négligeable : la rognure. Il s'agissait, tout simplement, de "rogner" le bord des pièces d'or afin d'en prélever un peu de poussière dorée avant de les dépenser ... à leur valeur nominale, bien entendu. Lorsque la quantité de poussière d'or ainsi rognée devenait suffisante, il n'y avait plus qu'à se rendre chez le changeur et de recevoir, en échange, de belles nouvelles pièces d'or ... que l'on pouvait à nouveau rogner ... et ainsi de suite.

Ce n'est que vers la Renaissance, aux 15^{ème} et 16^{ème} siècle, avec l'invention de la banque moderne par les Lombards, que l'usage et la circulation des monnaies métalliques furent enfin un tant soit peu fiabilisés. La Renaissance coïncide avec l'émergence de l'économie marchande qui, peu à peu, devint prépondérante en lieu et place de l'économie agraire féodale. Le centre de l'économie se déplaça du château fort ou de l'abbaye campagnards pour gagner la place du marché au centre des villes. La bourgeoisie marchande devint l'acteur économique prépondérant grâce à l'écoulement des surplus agricoles engendrés par la révolution technologique et agraire du 12^{ème} siècle : l'harnachement au poitrail et non plus au collier des animaux de trait, l'assolement triennal et la pratique de la jachère, le remplacement des araires en bois par des charrues de fer permirent, tout ensemble, d'augmenter considérablement les rendements à l'hectare. Les grandes foires de Champagne, de Flandre et du Midi devinrent des lieux centraux du commerce transeuropéen, le tout sous la férule de la bourgeoisie marchande citadine. La croissance exponentielle du nombre des transactions commerciales rendait exclu de continuer à jouer avec des monnaies non fiables, non convertibles, non crédibles. De plus, les transports de fonds d'une ville à l'autre, d'une foire à l'autre, étaient voués aux exactions de toutes les bandes de bandits de grands chemins. Il fallait aussi inventer un autre manière de transférer des fonds.

De tout cela naquirent les deux institutions fondamentale de la modernité et de son économie marchande et financière : l'Etat et la Banque.

Jusque là, la Royauté n'était qu'une fonction symbolique et guerrière. Le Roi, élu par la haute Noblesse, n'avait d'autre pouvoir que de mobiliser les troupes des seigneurs afin de mener guerre contre les éventuels envahisseurs étrangers. Mais outre ce devoir de réquisition, les Nobles étaient globalement libres de faire ce que bon leur semblait sur leurs terres. Avec la Renaissance (François 1^{er} en France, **Henri VIII** en Angleterre et Charles-Quint ... ailleurs), la Royauté, déjà citadine, s'allie, sans le savoir, avec la bourgeoisie marchande, elle aussi

citadine, contre les Nobles, toujours campagnards. Et cette alliance citadine permet au Roi de prendre le contrôle de l'économie. Ce fait est crucial pour comprendre la naissance de la Modernité.

Afin d'affermir ce pouvoir nouveau et de satisfaire ses amis bourgeois, le Roi s'arroge des droits régaliens qu'il impose à des Nobles affaiblis par les croisades et la grande peste. Et le premier de ces droits régaliens est celui de battre monnaie, c'est-à-dire qu'il s'octroie le monopole de l'émission de monnaie métallique, à son effigie, et sous sa garantie de justesse en termes des teneurs en or ou argent, et des poids. Ainsi naquit l'hôtel des monnaies, ancêtre de la banque centrale.

Comprenons bien que l'émergence de cette Royauté de plus en plus centralisatrice et puissante, cache l'émergence, plus profonde, plus durable et plus ... terrible, de l'Etat central moderne et, avec lui, de l'étatisme, du fonctionnarisme, du totalitarisme, du césarisme, du népotisme, du clientélisme, du démagogisme ... et j'en passe, des "-isme", et des meilleurs. Et comprenons aussi que, du point de vue économique et financier, cette émergence repose sur l'alliance tacite entre le Roi (le pouvoir politique) et les bourgeois marchands des villes - les ancêtres de nos capitalistes - (le pouvoir financier), afin de bien comprendre pourquoi, toutes les révolutions (anglaise, américaine, française, belge et autres) furent le fait non du peuple (le peuple ne se révolte jamais et ses urticaires et braillements sont vite apaisés avec quelques miches de pain et quelque spectacles de crique), mais des bourgeoisies citadines. Les thuriféraires romantiques du socialisme du 19^{ème} siècle, Michelet en tête, eurent beau tenter de nous faire croire le contraire, la révolution de 1789 ne fut ni française, ni populaire ; elle fut parisienne et bourgeoise. La bourgeoisie, ainsi, se débarrassa d'une encombrante et usée Royauté et put affirmer bien vite, aussi : l'Etat, c'est moi. Robespierre, Bonaparte, Louis XVIII, Louis-Philippe, Napoléon III et toute la troisième république ne furent successivement que les porte-serviettes de l'ordre bourgeois, de l'Etat bourgeois, de l'économie bourgeoise c'est-à-dire monétaire et financière.

Car c'est bien, avec l'ordre bourgeois, c'est-à-dire avec la Modernité, que naît, véritablement, la finance et la spéculation financière ... et leur totale et intime collusion avec la classe et l'ordre politiques. Comme en ces temps heureux - comme Dieu en France -, finance et économie n'avaient pas encore divorcé : politique, économie et finance, c'est tout un. Le pouvoir de l'Eglise - incarnation féodale du pouvoir noétique théoriquement opposé aux pouvoirs politique et économique - avait été progressivement mis hors jeu depuis la Renaissance. Il ne resta plus alors qu'à fusionner les pouvoirs économique et politique pour obtenir l'ordre bourgeois du 19^{ème} siècle que se perpétua, bon an mal an, tout le 20^{ème} siècle, malgré deux guerres mondiales, le communisme et les socialismes. Cet ordre bourgeois est toujours largement dominant en Europe de nos jours surtout depuis que les socialismes sont devenus rosâtres et caviar. Aujourd'hui, hors 15% de la population adulte, on est bourgeois de droite ou bourgeois de gauche, mais on est bourgeois : consommateur et boursicotier, profiteur et jouisseur.

*

**

De l'or au certificat

La naissance de la monnaie-papier. Symbolisation de la valeur (actions, obligations, billets de banque). De la lettre de change templière à l'assignat révolutionnaire. De la propriété au certificat de propriété. Le commerce des certificats.

L'institution de l'Etat central - et de sa monnaie normalisée - règle le problème de la fiabilité des monnaies métalliques en circulation. Pendant trois siècles, l'institution "Etat central" se confondit avec l'institution "Royauté de droit divin". Les révolutions des 18^{ème} et 19^{ème} siècles n'y changèrent rien : le Roi sauta, des Présidents advinrent (après quelques péripéties, j'en conviens volontiers), mais la Banque centrale demeura !

De leur côté, dès le 16^{ème} siècle, les Lombards mettent en place la banque moderne pour résoudre l'autre problème posé par le développement de l'économie marchande : les transferts de fonds. Ils eurent d'illustres prédécesseurs en la personne de l'ordre des Chevaliers du Temple de Jérusalem qui, durant les croisades, assumait ce rôle. Le problème était simple : le croisé ayant souci d'avoir à disposition quelques menues pièces pour ses dépenses de voyage, répugnait, bien légitimement, à transporter ces sommes sur lui. La probabilité était, en effet, haute, de s'en faire détrousser. Les Templiers proposèrent donc une "astuce" appelée à faire histoire : la lettre de change. Je suis un noble croisé. Je quitte ma terre. J'apporte mille ducats à la commanderie du Temple la plus proche de mon château en échange desquels je reçois un document officiel, écrit, scellé, que je puis, chemin faisant, reconverter partiellement ou totalement en pièces d'or locales auprès d'autres commanderies lointaines. Et le tour est joué. Et si, chemin faisant, je perds la vie, rien de grave : l'ordre du Temple se fera un plaisir d'intégrer illico mes ducats restants à son légendaire trésor.

Les Lombards partirent de là : la lettre de change qui n'est qu'un premier exemple de ce que j'appellerai, tout au long de la suite, le "certificat". Un "certificat", comme son nom l'indique, certifie que son détenteur possède des droits y spécifiés, sur des "valeurs" dûment décrites et sises ailleurs.

Pendant longtemps, un billet de banque ne fut rien de plus qu'un certificat (un assignat, à une époque) donnant droit, à son détenteur, auprès de la banque centrale, à une quantité d'or équivalant la valeur nominale du billet. Une action n'est rien d'autre qu'un certificat de propriété d'une part du capital d'une entreprise donnée. Etc ...

Avec la lettre de change templière et lombarde, s'insinue en économie une révolution conceptuelle considérable et que l'on appellera bien plus tard la titrisation : pour faciliter les transactions, notamment à distance, on passe de l'échange des biens tangibles et des monnaies métalliques, à l'échange de certificats représentant ces biens tangibles ou ces monnaies métalliques.

Le certificat fut une invention géniale car il permit de fluidifier grandement la circulation des effets économiques. Il prit, au long de l'histoire, de nombreuses formes : l'assignat, le billet de banque, la traite, le chèque, l'action, le bon du trésor, le billet à ordre, la part obligataire, le certificat d'emprunt, la reconnaissance de dette, le bon à valoir, le coupon commercial, la note de crédit, etc ...

Tous ces certificats sont, en fait, de la même nature que la monnaie - ils *sont* effectivement de la monnaie dite scripturale (écrite) face à la monnaie dite fiduciaire (garantie par l'Etat). Et toutes ces monnaies sont, sinon interchangeables, du moins négociables et convertibles les unes dans les autres.

La finance est, très précisément, le lieu et le métier de ces échanges et conversions dont chacun est susceptible, si les affaires y sont rondement menées, de produire des bénéfices, plus-values, intérêts ou agios divers et variés. Pour le dire d'un mot : *la finance gère des conversions de certificats*. Quant à la finance spéculative, elle gère des conversions de certificats en y ajoutant le jeu des fluctuations de valeur au cours du temps : acheter aujourd'hui à un prix et vendre demain ou plus tard à un autre prix.

Mais il faut y revenir et taper sur le clou : un certificat, quel qu'il soit, n'a aucune valeur en soi puisqu'il ne représente que des droits sur quelque chose qui est tout ailleurs et qui est supposé avoir une valeur économique (valeur marchande ou d'usage, en nue-propriété ou en usufruit, à terme ou sans terme, liquide ou non, etc ...).

Le mot essentiel dans la phrase qui précède est, évidemment, "supposé".

C'est en cela qu'au fond, toute finance est spéculative car derrière chaque certificat, aussi fiable et garanti soit-il, il y a un risque de dévaluation ou de surévaluation. *Accepter un certificat, c'est accepter un risque*. Et accepter un risque n'est pas un problème en soi, pourvu que l'on en soit conscient. Même un billet de banque, tout ce qu'il y a de plus authentique, est un risque : celui de l'effondrement de l'économie nationale qu'il représente, et de la banqueroute de l'Etat qui l'émet et le garantit (avec quoi ? - nous étudierons le concept de garantie dans le paragraphe suivant). Ce thème est évidemment totalement d'actualité, en nos jours de crises et de dettes souveraines.

Le quintal de blé ou le couteau de silex sont devenus, successivement, bâton de bois dur gravé, cauri, pépite d'or, pièce d'argent, certificat ... Ce vaste mouvement multimillénaire porte un nom : la dématérialisation de l'économie et de la finance, et son dernier avatar est la numérisation de tous les certificats (dont le billet de banque, remplacé par la carte de crédit).

*

**

L'effet "garantie"

La contrepartie de la symbolisation de la valeur est la garantie de valeur.

Que s'est-il passé ? Pour échapper aux lourdeurs du troc, l'homme inventa la monnaie de métal dont la valeur matérielle réelle (or, argent, cuivre, diamant, ...) équivalait, plus ou moins rigoureusement, à la valeur du bien ou du service vendus. Dès lors que, pour les raisons évoquées, cette monnaie métallique à valeur réelle est remplacée par un certificat à valeur contractuelle, conventionnelle ou symbolique, une question surgit : que vaut la parole de celui qui émet ces certificats ? Est-il fiable ? Quelle crédibilité a-t-il ? Le cas échéant, est-il capable d'honorer sa promesse ou ses engagements ?

En bref, tout certificat, au sens très général où nous l'avons employé ici, est un contrat signé aujourd'hui avec effets demain. Et entre aujourd'hui et demain, mille événements, plus ou moins fastes, plus ou moins néfastes, peuvent mettre à mal l'exécution des clauses de ce contrat. Même le billet de banque, tout certificat qu'il est, ne "vaut" que si l'Etat qui l'émet, peut en valider la valeur faciale (celle qui est inscrite sur le billet même) au regard d'une activité économique réelle, saine et rentable. Car n'oublions jamais qu'un billet de banque n'est jamais qu'une part de capital d'une nation et n'est donc qu'une "action" de l'économie nationale qu'il représente. Le cas du dollar, aujourd'hui, est typique : l'économie réelle américaine est largement déficitaire sur tous les indicateurs mais, parce que les USA ont mis en place un système léonin de contrôle de l'économie mondiale, le dollar garde une valeur artificielle qui est au moins de 30% supérieure à sa valeur "réelle" (nous en donnerons le détail un peu plus loin). Symétriquement - et cette symétrie n'est pas le fruit du hasard sachant que ce furent les surplus de l'économie réelle chinoise qui financèrent les déficits de l'économie réelle des USA - le yuan est notoirement sous-évalué et ne représente qu'une faible part de la rentabilité de l'économie réelle de la Chine.

On comprend donc que, pour les "grandes" puissances qui ont un gros volume de tout, la valeur d'échange de leur monnaie est devenue un paramètre d'ajustement de leur "richesse" apparente.

Mais, au fond du fond, personne n'est dupe : la valeur réelle d'une économie nationale est directement liée à la quantité de travail effectif fourni. Les Américains se reposent sur leur lauriers fanés et le dollar ne vaut plus rien ; les Chinois bossent comme des fous et le yuan vaut plus qu'ils ne le disent. Quoique ... La dictature communiste chinoise a compris l'extrême fragilité du "miracle économique chinois" et thésaurise depuis des années afin d'avoir les réserves nécessaires pour, le cas échéant - bientôt -, financer les "années de vaches maigres" à venir et les guerres civiles déjà latentes qui minent l'unité et la cohérence de l'empire du milieu.

Bref : Que ce soit la monnaie, l'action d'une entreprise, un contrat de dette ou de prêt, une promesse, un titre, un certificat de propriété, tout ce "papier" ne vaut un quelconque kopek que dans la stricte mesure où son émetteur est crédible (étymologiquement "en qui l'on peut croire" donc "à qui l'on peut faire crédit").

Faut-il donc faire aveuglément confiance à un tel prometteur de lune ? Non, évidemment. On peut faire "un peu" confiance - il est en général impossible de faire autrement -, mais il ne faut pas faire "trop" confiance : il faut toujours contrôler et limiter le risque lié à toute confiance. Entre "bon" et "con", il n'y a qu'une lettre de différence, mais elle vaut de l'or !

C'est très précisément ici qu'intervient la notion de garantie. L'exemple le plus parlant est celui des compagnies d'assurance. Je demande à la compagnie Tartempion d'assurer ma maison contre le risque d'incendie en échange du paiement annuel d'une "prime". Ma maison vaut 100.000 euros. Si elle brûle demain, la compagnie doit me payer ces 100.000 euros, rubis sur l'ongle - moyennant, bien sûr, d'interminables atermoiements administratifs et un recalcul de valeur toujours en ma défaveur. Elle doit donc posséder cette somme dès la signature du contrat. La technique appelle cela la détention de valeur représentative. Comme le risque accepté par la compagnie (la valeur à payer par elle en cas de sinistre) est, comptablement, une dette potentielle de la compagnie vis-à-vis de son assuré, elle doit, pour équilibrer son bilan, posséder, à l'actif de celui-ci, des valeurs réelles qui couvrent le montant de ce risque accepté. Ces valeurs représentatives réelles sont la "garantie" du risque et de la validité du contrat d'assurance.

Mais le problème ne s'arrête pas là. En effet, lesdites "valeurs représentatives" sont souvent des certificats ou des biens dont la valeur réelle est en variation constante du fait des marchés financiers : la couverture d'hier n'est pas la couverture de demain. Pour corser le jeu, ces "valeurs" sont aussi, peut-être, des certificats mensongers - des actifs toxiques comme on les nomme aujourd'hui - dont la valeur est quasi nulle sans que personne ne le sache ou que tout le monde fasse semblant de ne pas le savoir.

Enfin, comme si les choses n'étaient pas assez compliquées, en attendant l'éventuel incendie de ma maison, les "valeurs représentatives" qui en sont la garantie, ne vont pas rester là à attendre bêtement le sinistre honni ; la compagnie va les placer sur les marchés financiers, elle va jouer avec elles pour gagner des produits financiers qui viendront mettre tant de beurre dans les épinards que bien des compagnies s'intéressent de moins en moins aux produits techniques de leurs affaires (la différence entre toutes les primes reçues et tous les sinistres payés) qui est pourtant leur seule activité "réelle".

De manière plus générale, on l'a compris, derrière le jeu des placements financiers, il y a un autre jeu : celui des garanties. Qui garantit quoi ? Que garantit quoi ? Cette personne ou institution, ce bien tangible ou intangible, sont-ils fiables ? Les législateurs de tous les pays et

de toutes les époques ont tenté de fiabiliser ces garanties en les assortissant de contrôles administratifs ou de peines civiles ou pénales ; mais il est si facile de contourner les lenteurs et incompétences de l'administration ou de déjouer les sanctions nationales par des paravents étrangers. En matière de finance, les zones de non-droit sont foison. En matière de délinquance et de politicardise aussi !

Jusqu'il y a peu, le recours final, le garant final, le rempart final fut l'Etat de droit. Aujourd'hui, l'Etat est mort. Moribond, disons. Il est financièrement en faillite et politiquement impuissant. Il ne lui reste que les oripeaux et les symboles. Les décisions, elles, se prennent ailleurs. Ailleurs qu'en politique. Ailleurs qu'au national. A ce sujet, voir mon "Mondialisation et relocalisation" édité par Dangles en mai 2012.

Il n'y a, en fait, plus rien ni personne, pour garantir les garanties. Il n'y a plus de garantie. Toutes les promesses et donc tous les certificats (y compris les billets de banques) flottent dans les airs à la merci des marchands de promesses et d'endettements qui n'ont rien à faire de l'avenir réel du monde, et des marchés des casinos financiers largement dominés par des programmes informatiques que plus personne ne maîtrise ni ne contrôle.

Maintenant, imaginez ... Je suis un petit malin et, moyennant paiement d'une prime substantielle par le détenteur de garanties pas très garantes, j'établis, par contrat, la garantie de ses garanties à lui - mes primes lui coûtent moins cher que l'achat de réelles valeurs représentatives qu'il n'a pas. Et je vends mon joli contrat de garantie à une flopée de "garantisateurs" de promesses dont certains sont "sains" et dont d'autres sont franchement "toxiques". Puis, je place tous ces contrats dans un portefeuille (un "compartiment") qui est un capital puisqu'il génère une rente sous la forme de primes payées régulièrement. Et ce portefeuille, je le "titrise" c'est-à-dire que j'en fais un lieu de placement d'argent pour des gens ou des institutions (dont les banques et compagnies d'assurance qui détiennent les risques toxiques réels) qui veulent profiter de ces rentes. Et je leur vends, donc, l'idée de participer à l'assainissement des garanties données aux promesses financières en souscrivant, moyennant deniers, à cette "belle œuvre", sans bien sûr dire à quiconque que, parmi les garanties ainsi garanties, il y en a un gros paquet qui ne seront jamais garantissables. Tant que la cascade tient, tout le monde est content. Dès que, pour une raison quelconque - l'effondrement de telle économie nationale ou de telle monnaie réputée internationale ... suivez mon regard -, les sinistres surviennent en grand nombre, comme les garanties réelles sont du vent, le jeu des dominos qui tombent et s'entraînent mutuellement dans leur chute, se propage à la vitesse de l'éclair. Et tout le monde perd ! Sauf moi, le petit malin, qui ai gagné beaucoup d'argent tant que les primes étaient payées et que les gogos souscrivaient à mon "compartiment" ; bien sûr, moi, le petit malin, j'ai pris soin de placer mon argent ailleurs, dans quelques bonnes valeurs refuges. Utopie ? Science-fiction ? Affabulation ?

Non ! *Credit Default Swap* ! CDS pour les initiés. Une bulle immense, sur le point d'éclater (elle aura peut-être explosé avant que ce livre ne sorte - j'écris ceci le 17 mai 2012) qui pèse soixante mille milliards de dollars US !

Mais là, je suis incorrigible : j'anticipe un peu trop ...

Revenons aux fondamentaux, à nos amis tailleur de silex et cultivateur ...

C'est l'hiver. Le cultivateur demande au tailleur de silex un jeu de couteaux et d'outils pour assumer les travaux de mauvaise saison. Il paiera à l'été, en bons grains car la monnaie symbolique ou métallique n'existe pas encore. Cochon qui s'en dédit ! Dans ce clan, la parole est d'or, pour une fois ... mais malgré tout ... le cultivateur n'est pas en bonne santé, l'hiver est particulièrement rigoureux, sa femme est acariâtre, le cocufie allègrement avec le forgeron

et ne l'aide guère en ses travaux, il mange en partie les réserves de graines qu'il devrait garder pour les semer ... bref : méfiance. Et notre tailleur de silex accepte le "deal" moyennant une garantie : cela fait bien des années qu'il lorgne avec envie le lit de bois que le cultivateur s'est fabriqué (avec ses couteaux à lui, en plus, pardi !) pour abriter ses repos et ses amours. C'est dit : si les outils de silex ne sont pas payés en grains à la moisson, le tailleur de pierre dure pourra emporter le lit et s'y prélasser avec sa Suzon.

Tout semble donc au mieux. Pas sûr ... Le lit n'est-il pas déjà gagé auprès que quelque autre créancier ? Le cultivateur ne va-t-il pas le vendre avant l'été contre quelque nourriture ou appoint ? La grotte du cultivateur ne sera-t-elle pas la proie des flammes ? Le bois du lit n'est-il pas le quartier général d'une armée de termites ? Ce lit supportera-t-il le poids imposant du tailleur de silex et de la Suzon face aux gabarits biscottes-carottes du cultivateur et de sa Madelon ?

Bref : que vaut une garantie ? Ni plus ni moins qu'un produit ou qu'un service de l'économie réelle. Valeur d'une garantie, dites-vous ? Mais quelle valeur ? D'échange selon le marché ? De fabrication selon le travail ? D'usage selon l'utilité ? Retour, donc, à la case départ et à la difficile - voire impossible - validation du concept de valeur.

Une garantie ne vaut que ce que l'on veut bien croire qu'elle vaut !

*

* *

L'effet "taux lombard"

Combien de fois puis-je vendre ou prêter ... ce que je n'ai pas ? Naissance de l'économie virtuelle. Les réserves fractionnaires.

L'idée est diaboliquement simple. Je suis banquier. De nombreux clients viennent déposer leurs économies chez moi. Je dispose donc d'une somme non négligeable, disons cent unités. Face à ces dépôts, j'ai des clients - les mêmes, peut-être -, qui me demande de leur prêter de l'argent. Je suis enclin à me dire que je peux prêter jusqu'à cent unités, puisque je les ai. Mais ce serait sans compter sur le fait qu'un de mes clients déposant, demain peut-être, va revenir me voir et me demander de lui rendre son argent parce qu'il en a besoin et parce que c'est son droit. Si j'ai tout prêter comme j'étais enclin à le faire, je ne pourrai pas lui rendre son argent et je serai en défaut. Mais, d'autre part, il est extrêmement peu probable que tous mes clients déposants viennent retirer leurs dépôts tous en même temps. Alors : quelle part de mes cent unités puis-je prêter tout en me gardant une réserve suffisante pour honorer les retraits possibles ?

La réponse s'appelle, historiquement, le "taux Lombard" ou, plus techniquement : "les réserves fractionnaires". L'expérience a amené les banquiers à fixer le taux Lombard à 9 ce qui signifie que si j'ai cent unités en dépôts, il me suffit, statistiquement, d'en garder 10 pour faire face aux retraits éventuels. Evidemment - et c'est la situation aujourd'hui - si la confiance est détruite et si mes déposants prennent peur et veulent tous retirer tout leur dépôt tout de suite, je suis très mal ! C'est ce qui se passe dans le très beau film où Romy Schneider incarne "La banquière", Madame Eckert. Mais, pour autant que j'aie encore du crédit auprès de mes confrères ou auprès de la banque centrale, je puis toujours contracter un prêt chez eux afin de payer mes clients. Mais que se passe-t-il si je n'ai plus ce crédit parce que mes comptes sont notoirement plombés d'actifs toxiques ... C'est ce qui se passe ce jours-ci, en Grèce (j'écris ceci ce 18 mai, 2012) où les banques s'effondrent faute de liquidités et où les ménages sont conduits à la misère faute de *leur* argent.

Il faut savoir que certaines banques, surtout américaines, ont fait la folie, ces dernières décennies, de gonfler le taux Lombard et de ne plus garder en liquidités de réserve que le centième de leurs dépôts, voire moins (on dit que certaines banques américaines aurait atteint un taux de réserves fractionnaires dépassant le deux-centièmes - 9 est devenu, alors 98). Il va sans dire que le moindre souffle de panique financière provoquerait la banqueroute immédiate de ces officines avec les pertes sèches que l'on devine dans le porte-monnaie de leurs déposants.

Un autre phénomène se couple avec celui-ci. Comptablement, du point de vue de la banque, les dépôts sont des dettes au passif du bilan et les prêts sont des "avoirs" à l'actif du bilan. Et un bilan doit être équilibré : le passif égale l'actif. On a compris l'effet pervers de la notion de "réserves fractionnaires". Il faut maintenant comprendre son symétrique, en somme : l'effet de levier ...

Imaginons. Je suis toujours banquier et mes déposants m'ont confié cent unités de leur argent. Respectant le taux lombard, je prête quatre-vingt-dix unités. Il me reste dix unités en caisse. Profitant de ma bonne réputation, je vais voir un de mes confrères banquiers et lui emprunte 200 unités en mettant en gage les dettes de mes clients auxquels j'ai prêté les quatre-vingt-dix unités. Voilà rentrés 200 unités de bon argent frais que je peux, à nouveau prêté en respectant le taux lombard : je prête donc 180 unités.

Et le tour est joué : avec 100 unités de dépôt, j'ai pu prêter 270 unités en respectant scrupuleusement le taux lombard ! Heureusement, dans la plupart des pays européens, il existe des organismes de contrôle des banques qui limitent fortement ces possibilités d'effets de levier. Mais ce n'est pas le cas ailleurs dans le monde et surtout pas aux Etats-Unis.

Mais que se passe-t-il si, à l'actif du bilan de la banque, les investissements de nos dépôts ne sont pas investis ("placés"), comme ce devrait, dans des prêts sérieux et dûment sécurisés (c'est-à-dire assortis de garanties valides ayant une "vraie" valeur réelle, en "bon père de famille" dit la loi) auprès de clients de la banque pour financer leurs investissements réels ? Que se passe-t-il si nos économies ne financent pas des investissements réels, mais des placements financiers spéculatifs, boursiers ou non, dans des "valeurs" (c'est le nom qu'on leur donne) virtuelles, dans des certificats "papier" que d'autres certificats, tout aussi "papier", prétendent "garantir", pour des "promesses" de gains futurs. On voit que les guillemets sont ici mis à rude épreuve ...

Ce qu'il se passe ? Il se passe que pour des raisons de gros profit potentiel, notre argent sort des circuits de l'économie réelle pour alimenter les circuits de l'économie virtuelle, il se passe que notre argent devient un instrument de spéculation à risque entre les mains de traders qui savent pertinemment que ce jeu est de la roulette russe dont la balle ne les atteindra jamais (ce n'est pas leur argent, après tout) ; leur seul risque est ne pas gagner la totalité de la mirobolante prime de succès qui leur a été promise s'ils réussissaient de "gros coups". Notre argent sert de jetons de mise à des joueurs invétérés et psychopathes sur le tapis vert des casinos spéculatifs. Ainsi en va-t-il de l'argent de nos retraites qui se retrouvent, via des contrats d'assurances-vie, notamment, dans des fonds de pension qui jouent au baccara à longueur de temps.

Conséquence de tout cela : le volume total de l'économie virtuelle atteint une taille environ deux cent fois plus grosse que l'économie réelle (le facteur est difficile à estimer avec précision, mais l'ordre de grandeur y est). Pour une unité prêtée à une PME afin de s'acheter une machine de production, deux cents unités se retrouvent sur les tapis verts des casinos spéculatifs !

Et bien sûr, tout ce qui vient d'être dit à propos des banques, peut être extrapolés sans peine aux compagnies d'assurances et à toutes les institutions, organisations ou entreprises possédant des avoirs financiers "plaçables".

Beaucoup de ces grosses entreprises, surtout lorsqu'elle sont cotées en Bourse - et que leurs actionnaires anonymes ne demandent que du rendement financier et se fichent comme d'une guigne des métiers, savoir-faire et visions stratégiques -, n'existent plus que pour faire de l'ingénierie financière c'est-à-dire jouer en Bourse en empruntant et en gageant leurs avoirs, afin de se permettre des effets de leviers mirobolants. Ces entreprises - mais sont-ce encore des entreprises ? - sont devenues la plaine de jeu de directions financières surpayées et n'ont plus d'autre projet industriel que de maintenir des actifs gageables dans leur bilan. Leur profit vient de la Bourse, pas de leur métier.

Et pendant ce temps des millions d'entreprises saines et innovantes, tirent la langue à concevoir, fabriquer et commercialiser les biens et services de l'économie réelle qui, ne l'oublions jamais, est le seul fondement de toute l'économie et de toute l'économie virtuelle spécialement. Répétons-le : économie et finance ont divorcé !

Il est impérieux, dans le langage idéologique et journalistique, de bien distinguer "capitalisme spéculatif" (haïssable) et "capitalisme entrepreneurial" (indispensable), de bien séparer "libéralisme financier" (qui est un cancer) et "libéralisme productif" (qui, seul, permet la prise de risque et d'initiative).

*

* *

L'effet "planche à billets"

Pourquoi ne pas fabriquer ce que l'on veut, même sans garantie de valeur ? Le couple politique-finance.

Mais il n'y a pas que les banquiers ou les financiers qui jouent avec la valeur des choses ; il y a les Etats, aussi. Depuis la Renaissance, un peu partout, l'Etat est responsable de l'émission des espèces, de la monnaie fiduciaire, des billets et pièces de banque. Lui seul en a le droit. C'est le premier des droits régaliens.

Il faut de la monnaie pour réaliser toutes les transactions commerciales ou financières. L'Etat, via sa banque centrale, possède, pour répondre à ces besoins, un outil magique : la planche à billets. Il manque de billets, il suffit d'en imprimer : c'est pas cher et ça rapporte gros.

Mais on comprend assez vite que ces billets ne "valent" quelque chose que pour autant que leur masse totale en circulation *représente* bien la masse des valeurs effectivement produites par l'économie. Et l'on voit ressurgir notre monstre du loch Ness : la valeur !

Partons d'une situation saine, à l'équilibre : il y a suffisamment de billets de banque en circulation pour satisfaire le besoin de toutes les transactions (commerciales comme acheter son pain, et financières comme prêter dix sous à son voisin). Imaginons qu'un ministre des finances un peu fêlé décide d'émettre des billets neufs afin de doubler la masse totale de monnaie en circulation. Le taux de rareté de l'argent diminuant, chaque billet va perdre de la valeur monétaire : c'est l'inflation. Les prix doublent. Mais les salaires, eux, sont libellés en montants fixes et donc le pouvoir d'achat moyen va être réduit de moitié. Les salariés ne vont pas se laisser faire et vont exiger une revalorisation de leur travail. Etc ... etc ... Bref : notre ministre a mis beaucoup trop de billets en circulation par rapport à l'activité économique réelle.

Mais notre ministre fêlé ne s'en tient pas là et il va maintenant dans l'autre sens et retire du marché les trois-quarts de la masse en circulation pour n'en laisser tourner que la moitié, donc, de la masse initiale. L'argent devient rare. Le prix de l'argent (les taux d'intérêt sur des prêts) flambe. Les pouvoirs d'achat flambent aussi. Mais les prix des biens, eux, suivent immédiatement.

L'école monétariste de Chicago, naguère célèbre grâce à Milton Friedman, prix Nobel d'économie, ne disait pas autre chose aux gouvernements : en jouant sur la quantité de monnaie en circulation, on contrôle de fait les prix et les salaires.

Les banques centrales ont joué ce jeu depuis longtemps. La mécanique est exactement la même que pour les actions des sociétés : le trop d'actions dilue le capital et rend les rentes minuscules, le trop peu d'actions concentre le capital et rend la société inaccessible donc non finançable.

C'est le moment de rappeler que la monnaie d'un pays est l'équivalent du capital économique de ce pays ce qui rend chaque billet de banque équivalent à une "part d'action" dans cette économie nationale.

Et l'on comprend donc qu'à mécanismes équivalents, tentations et astuces équivalentes. Pour faire grimper artificiellement, sans travail ni investissement, le cours de mes actions d'entreprise, il me suffit de maquiller mes comptes, ou de faire des annonces fallacieuses, ou de faire courir des rumeurs de rachat imminent de l'entreprise par tel magnat, ou de "divulguer" de fausses innovations, bref : tous les coups sont possibles. Il en va exactement de même pour les monnaies nationales et les Etats. Les politiques de tous bords s'y entendent à merveille ... surtout en période électorale ... c'est-à-dire tout le temps ...

Ils peuvent tricher avec leurs comptes comme le fit la Grèce, conseillée par ..., pour se faire admettre dans l'Union Européenne. Ils peuvent tricher avec leurs statistiques : le taux de chômage, l'évolution du "panier de la ménagère", le PIB et le PNB avec ou sans les transferts financiers, la balance commerciale où l'on peut inclure, ou pas, les transactions internes au sein des groupes nationaux aux activités internationales, etc ... Ils peuvent tricher avec leurs déclarations d'intention sur tel plan de relance, sur tel plan d'austérité, sur tel plan d'investissement public, sur tel plan de recrutement de fonctionnaires, etc ...

Bref : la panoplie des astuces est infinie et très largement exploitée, et parfaitement relayée par la canaille journalistique qui publiera tout ce que l'on voudra pourvu que l'audience suive.

Le plus bel exemple est celui des USA et l'histoire du dollar que je reprends ici de mon : "" (Dangles -).

*

* *

Du certificat au titre

Un portefeuille de certificats. L'idée de panier. La titrisation d'un panier. La valse des paniers.

Tous les certificats (un contrat de location, un billet à ordre, une traite, une reconnaissance de dette, un bon de commande ferme, un billet de loto, une action du capital d'une entreprise, une obligation, un bon d'Etat, etc ...) sont, au fond, de la monnaie scripturale ou scripturaire,

comme l'on voudra. Ils peuvent donc tous être financiarisés c'est-à-dire vendu ou donné en gage ou loué ou couvert par un contrat d'assurance, etc ...

Mais ils ne sont pas pratiques parce que, le plus souvent, ils sont nominaux c'est-à-dire qu'il appartiennent nominativement à une personne précise, physique ou morale. Or, une règle non écrite de la finance est : plus c'est anonyme, mieux c'est.

Alors imaginons encore (l'imagination est le seul vrai talent que l'on puisse concéder au monde de la finance ...) : je possède un gros paquet de certificats de toutes sortes : une valeur totale de plusieurs millions. Je voudrais les valoriser et en tirer de l'argent frais, mais je sais que comme tels, ils sont très difficiles à négocier car ils demanderaient une kyrielle d'audits, d'autorisations et d'actes notariés pour des cessions nominatives, en usufruit ou nue-propriété, en gage ou en promesse future, en prêt ou contrepartie ... Comment faire ? Réponse : titrisation !

Je fonde une société anonyme, par exemple, à qui je cède tous ces certificats que je détiens personnellement, en échange de toutes les actions de ladite société. Puis, je vends ces actions aux investisseurs (gogos ?) qui subodorent mon talent de *money maker*. Bilan : j'encaisse à titre privé les montants payés par mes gogos et je les laisse se débrouiller avec la société que j'ai créée mais qui n'est déjà plus la mienne, mais la leur.

Alternative : j'organise une augmentation de capital de mon fonds - les résultats passés sont plus que prometteurs et je me suis bien arrangé pour qu'ils le soient - et je vise un "fois dix" du capital investi dans mon fonds. Chemin faisant, si je réussis, je reste avec 10% des actions et ma responsabilité personnelle est complètement dégagée. De plus, vu le succès, je revends ces 10% (qui ne m'ont coûté que le prix des certificats initiaux d'autant plus bas qu'ils étaient pourris (*junk*)) au prix ultra fort au vu des volumes en jeu et des résultats très prometteurs. Jackpot !

Evidemment, je suis là dans la caricature car il faudrait être un sacré gogo pour marcher dans de telles combines (qui se pratiquent pourtant juteusement tous les jours). Mais le principe y est. C'est exactement ce qui s'est passé en mars 2001 lors de l'explosion de la bulle dite *dot.com* ou "internet" ... Des tas de p'tits gars très malins, fondateurs de startups très innovatrices et prometteuses, ont écouté, l'air niais, des gros financiers bien moins malins qu'eux et ont accepté une entrée en Bourse de leur petite boîte vide de tout sauf de promesses. Dès l'entrée en bourse réussie - souvent à des prix absurdes -, les p'tits gars très malins ont empoché le pognon et se sont perdus dans la nature - en toute légalité - pour recommencer, ailleurs, une autre start-up similaire ...

Et les gros financiers très c...ns en sont restés pour leurs frais - ou plutôt pour ceux des épargnants qui leur avaient confié leurs économies. C'est curieux, mais on parle peu de la bulle de mars 2001 ; on préfère parler du non-événement de septembre 2001 autrement plus spectaculaire ...

Le principe de la titrisation est donc de rassembler, dans une structure donnée, (une société financière ou patrimoniale, une fondation - ça donne confiance et bonne conscience -, un "compartiment" de fonds de placement, etc ...) toute une collection (un "panier") de "certificats" de toutes sortes. De préférence, plutôt que de présenter à souscription un ensemble hétéroclite, on aura soin de rassembler plein de certificats autour d'un thème commun : "panier" haute technologie, "panier" commerce équitable, "panier" artisanat, "panier" logement pour tous (le thème des *subprimes*), "panier" faim dans le monde, "panier" microcrédit, "panier" relocalisation, etc ... Là aussi sévit le marketing, alliance diabolique de l'étude de marché (les appétences des prospects potentiels) et de la communication (les processus d'approche, d'accroche, de manipulation et de vente).

Ainsi se retrouvent sur les marchés bancaires ou boursiers toute une série de fonds d'investissement où il suffit d'acheter des titres que l'on peut ensuite revendre à meilleur (ou moins bon) prix et dont on peut, selon les cas, toucher des dividendes et des rentes éventuels.

Tout cela est de bonne guerre. Tout dépend du sérieux et de la fiabilité du fondateur du fonds d'investissement. Madoff était un homme bien en vue, intelligent, respecté, expérimenté et, probablement, de bonne foi avant que la "grosse tête" ne lui soit venue. Mon agence bancaire du coin de la rue me propose aussi des "placements" dans ses propres fonds d'investissement "panier pour mes enfants", "panier pour ma future maison", "panier pour ma retraite" (tiens, voilà venir les fonds de pension) ... avec le choix entre "bon père de famille" (entendez faible rendement et risque moindre, mais conséquent en nos époques de grand chambardement) et "haut rendement" (entendez du n'importe quoi à risque maximum confié à des *traders* joueurs invétérés).

La logique de la titrisation est neutre en théorie. Comme les langues d'Esopé, elle peut être la pire et la meilleure des choses. Ce n'est qu'un outil, après tout. Un outil visant la fluidisation et la démocratisation des instruments de placement financier.

Elle pose cependant de nombreux problèmes, notamment techniques et juridiques. Mais la question centrale est celle-ci : que valent réellement les certificats titrisés ? Toujours cette hallucinante question - aporétique, semble-t-il - de la valeur économique ! Que valent-ils aujourd'hui, ces certificats de toutes sortes ? Que vaudront-ils demain ? Quelles garanties y a-t-il derrière eux ? Que valent ces garanties ? Rien n'a changé, on le voit, depuis nos aïeux tailleur de silex et cultivateur ...

Et derrière cette question centrale, il y en a une seconde, guère plus facile : qui gère réellement le fonds ? Selon quelles règles ? Avec quels objectifs exprimés ? Avec quels objectifs réels ? N'oublions pas, par exemple, que le mécanisme de la titrisation est un excellent et efficace moyen de blanchiment de l'argent sale et maffieux. Donner des rendements exceptionnels pour recycler de l'argent volé est une bonne combine. Plus d'un y sont tombés ... et y tombent encore, de plus en plus.

*

* *

Du titre au titre de titres

Et si l'on faisait des portefeuilles de titres. Et si on les titrisait à leur tour. Et si on titrisait les titres de titres. Les actifs toxiques et leur "bonne gestion".

Suivons à nouveau la chaîne : du troc à l'or, de l'or au certificat, du certificat au titre ... le tout assaisonné de taux lombard, d'effet de levier et d'effet "planche à billets" ... Bon ! Et alors ? Et alors, la logique est en marche et n'a plus de limite.

Imaginons encore une fois ... Je suis une officine financière quelconque. Je détiens d'importantes participations dans de nombreux fonds de placement titrisés, un peu partout dans le monde. Et je découvre ou invente, entre tous ces placements, des logiques transversales du genre : "la croissance de l'immobilier parisien de standing est bon pour la culture des cacahuètes au Sénégal puisque les mondains parisiens font beaucoup de cocktails et de drinks et que l'on y sert toujours des cacahuètes" ... on peut remplacer le mot "cacahuète" par "sushi" ou "cocaïne" et, en conséquence, remplacer Sénégal par Japon ou

Bolivie. Bref, on peut inventer ainsi des infinités de combinats (combines ?) dont le marketing financier jugera la vendabilité.

Mais il faut à cette idée de génie un véhicule financier à sa mesure. Réponse : titrisation ! Ou, plutôt, titrisation au carré, une titrisation de titrisations.

Retour aux bonnes vieilles recettes. Je rassemble tous mes titres convenablement choisis dans des fonds de placement dûment titrisés dont je détiens des actions, et je crée une société patrimoniale ou financière, ou un nouveau compartiment et j'y place tout cela. Et je re-titrise. Et je vends les actions de ce compartiment ou j'y organise une solide augmentation de capital. Comme d'hab. !

On comprends que ce jeu peut être reconduit autant de fois que l'on veut, sur une infinité d'étages. Faut-il attirer l'attention du lecteur sur le fait que le certificat du bas de la pyramide a ainsi été vendu de nombreuses fois sous des libellés complètement différents ? Faut-il encore tourner la plaie autour du couteau en soulignant que tous les titres de tous les étages de la pyramide de titrisation, peuvent être mis en gage ou en garantie d'autres transactions financières (avec effets de levier et *tutti quanti*) qui, elles-mêmes, pourront être titrisées à l'infini ? Est-il utile de multiplier les exemples et mises en garde ? Retenons ceci ...

Plus aucune institution financière n'est capable, aujourd'hui, de déterminer, même approximativement, la quantité d'actifs toxiques qu'elle possède dans ses comptes, tant directement (les certificats dont nul ne connaît la valeur réelle) qu'indirectement (les titres et titres de titres dont tout le monde ignore les contenus exacts et les modes de gestion). La seule façon de le savoir ? Attendre que l'insolvabilité des acteurs économiques réels (ménages, entreprises, Etats) s'accroisse et que le jeu des dominos fasse son œuvre. C'est pour très bientôt.

Globalement, il y a sur Terre, dans les coffres des banques et des Etats surtout, plusieurs centaines (milliers ?) de milliards d'euros d'actifs toxiques dont l'immense majorité est inconnue, même sans mauvaise fois bancaire ! Rappelez-vous : rien que les *Credit Default Swaps* pèse déjà soixante mille milliards de dollars. Une paille !

*

* *

Bilans et perspectives

La situation globale actuelle

Déséquilibre total entre économie virtuelle et économie réelle. Finance et économie ont divorcé. Finance et politique se sont révélées comme les deux faces de la même médaille.

L'économie virtuelle est affaire de jeu et de joueurs. Elle a été rendue possible par l'invention de la monnaie fiduciaire (basée donc sur la confiance) et par sa déconnection de l'économie réelle, celle des matières rares et du travail précieux.

Cette monnaie fiduciaire symbolique a engendré, au travers des imaginations débridées de l'ingénierie financière, d'autres "papiers" (les certificats, titres et autres monnaies scripturales) que les billets de banques, qui tous représentent une promesse de gain futur (comme la monnaie est une promesse de sa propre transformation future en biens ou services).

Ce qui m'intéresse, c'est la confiance des joueurs. Il doit y avoir, en eux, une confiance suffisante, sinon ils se retireraient du jeu et ne joueraient plus (c'est bien ce qui se passe aujourd'hui et qui explique, par exemple, l'effondrement de la martingale américaine qui visait le drainage, vers Washington, de tous les bas de laine mondiaux au travers, entre autres, de ces bons du trésor dont plus personne ne veut).

Mais en quoi ces joueurs ont-ils confiance ? En la valeur "réelle" ou fiable des "papiers" qu'ils misent ou récoltent ? en les autres joueurs ? en les règles mêmes du jeu ? Un peu des trois, sans doute, sans oublier leur confiance immodérée en leur bonne étoile.

Mais toutes ces confiances, *in fine*, se fondent sur un seul pilier : le mythe de la croissance infinie de l'économie réelle. S'il y a croissance, d'une manière ou d'une autre, il y aura une redistribution des gains vers ceux qui auront bien joué. Mais si, comme c'est clairement le cas aujourd'hui, cette croissance s'arrête définitivement comme tout arbre qui a atteint sa taille adulte, alors il faut aller à la conclusion centrale : aucune de toutes les promesses spéculatives ne pourra plus jamais être tenue et il n'y aura plus jamais de redistribution des gains. Alors l'économie virtuelle s'effondrera globalement, systémiquement, avec pour conséquences immédiates le crash de toutes les Bourses et la dévaluation de toutes les monnaies jusqu'à atteindre leur valeur naturelle correspondant au niveau véridique des économies réelles qu'elles symbolisent.

*

La Terre est un monde fini où l'ensemble des ressources renouvelables ne permet une vie décente qu'à un milliard et demi d'humains. Tout le reste est bavardage.

En économie, il ne s'agit plus de produire massivement des prix, mais d'engendrer sobrement de la valeur.

Il s'agit de revenir à l'homme, de mettre ses systèmes à son service et de donner sens à son existence en le mettant au service de la Terre.

Mais l'homme est malade ... obsédé de fantasmes absurdes ...

Sempiternel rêve de dépassement de toutes ses limites, quête effrénée d'une illusoire et mythique croissance infinie de ses richesses et de ses capacités, immixtion intrusive de la technologie (tant mécanique qu'organique) au sein même de sa propre nature humaine ... bref, confusion grandissante ou fusion fantasmée du naturel et de l'artificiel : bonheur chimique et performance électronique ou mécanique.

Mais tout cela pour quoi ? Pour contrer une insatisfaction profonde et native qui, sans cesse, nourrit son avidité, sa cupidité. Comment donc lui faire comprendre qu'il faut faire cesser cette fuite en avant, cette course suicidaire au toujours-plus ? Comment faire triompher le principe frugalité ? Comment faire resurgir ces mots simples : tranquillité, sérénité, paix, contentement, ... ? Comment faire découvrir la simple joie d'avoir ce que l'on a, d'être ce que l'on est, de vivre ce que l'on vit, de devenir ce que l'on devient ?

La clé de cette indispensable *métanoïa* est dans notre rapport au réel et au présent, dans le rejet radical de tout fantasme, de toute projection, de toute utopie, de toute illusion, de tout espoir ou espérance, de tout idéal, pour, enfin, ouvrir les yeux et voir le réel et s'émerveiller de tout ce que nos aveuglements obsessionnels nous cachent. Toute présence au présent, toute réalité du réel, tout ici-et-maintenant sont infiniment plus riches que n'importe quel rêve humain.

*

La cupidité tue tout. La Nature, le monde, la société, les hommes ... même l'économie ! Pour que l'appât du gain ne soit plus le seul moteur de l'action, il est nécessaire de limiter l'espérance de gain, de gré ou de force .

Pour consommer plus et, ainsi, assurer la croissance, les ménages s'endettent et vivent à crédit et, pour les ménages défavorisés que la logique égalitaire ne veut pas laisser en marge de la logique consommatrice, ce sont les Etats qui s'endettent au travers des politiques d'assistanats et des machineries fonctionnaires qui les font (mal) tourner.

Symétriquement, pour produire plus et servir cette consommation croissante, les entreprises sont condamnées à s'endetter afin de pouvoir continuellement investir tant matériellement (matériels, matériaux, technologies) qu'immatériellement (formations, expertises, méthodologies) ; ces investissements réquisitionnent d'autres entreprises fournisseuses qui, à leur tour s'endettent pour investir ...

Ainsi, croissance et endettement s'appellent mutuellement.

Mais croissance pour quoi faire ? Sous le fallacieux prétexte d'une amélioration des niveaux et qualités de vie (le "bonheur" par la consommation effrénée est pourtant bien connu pour être un faux clairement avéré), la croissance n'a, en fait, pour seul but réel que de permettre le financement du service de la dette des ménages, des Etats et des entreprises. On notera que, crises aidant, ces endettements changent de lieu et, l'Etat venant au secours des entreprises et ménages en péril, c'est lui qui finit par concentrer, au niveau des banques centrales, les actifs toxiques que sont les dettes irrécouvrables, induisant une spirale infernale de pression fiscale et de surendettement endémique.

A qui profite le crime ? Aux marchands d'endettement : les banques et, derrière elles, la finance spéculative.

Quelle est la limite du système et la voie de la rédemption ? Fermer toutes les Bourses et passer toutes les dettes des Etats par pertes et profits. Conséquence : la fin du système financier et bancaire. Conséquence de la conséquence ? Néant, si les Etats consacrent leur gain dans cette opération à rembourser les clients des banques, de leurs économies et réserves de retraite.

Le but unique de toutes ces considérations est de sortir radicalement nos systèmes socioéconomiques des logiques d'endettement pour les faire entrer, définitivement, dans des logiques d'autofinancement - tant pour les Etats, que pour les entreprises ou les ménages ou les individus : tout ce qui n'est pas autofinancable est coupable (au sens étymologique et au sens moral).

*

Le politique s'assujettit toujours à l'économique. Ou plutôt, à la finance car l'économie réelle, l'économie entrepreneuriale, l'économie artisanale n'ont jamais intéressé le politique. Alors que la finance – l'économie virtuelle, l'économie de la promesse – lui a toujours été de première nécessité (entre spécialiste de la promesse on s'entend, pas vrai ?). Dès la Renaissance, la Royauté naissante s'était alliée à la Bourgeoisie marchande, à la bourgeoisie d'argent pour casser la Noblesse déjà si affaiblie par les absurdes croisades voulues par l'Eglise. L'Etat et la Finance ont toujours été comme cul et chemise. Sans argent pas de faste, pas d'armée, pas de police. Sans argent, donc, pas de pouvoir. L'invention de la Banque est concomitante avec l'invention de l'Etat ; ce n'est pas un hasard. La Renaissance a créé ces deux institutions qui forment les deux colonnes du Temple de la Modernité. Les entrepreneurs, les artisans, les ouvriers travaillent ; ils n'intéressent fondamentalement pas l'Etat (seuls les impôts qu'ils paient lui sont intéressants). Mais les "boutiquiers" de la banque et de la bourse, les "épiciers" du commerce : voilà l'aubaine !

Finance et Politique sont les deux faces de la même médaille : celle des ressources respectivement monétaires et territoriales (les premières symbolisant les secondes, en quelque sorte). La collusion entre ces deux domaines est, dès lors, évidemment incontournable (selon les époques et les régimes, la Finance est à la botte du Politique, ou vice-versa).

La Finance, ce n'est pas de l'Economique, c'est du Politique. Le divorce entre Politique et Finance, d'une part, et Economique, d'autre part, est aujourd'hui consommé.

*

Puisqu'aujourd'hui, enfin, finance et économie sont déconnectées l'une de l'autre, on peut aussi, enfin, déconnecter les deux grandes notions de capitalisme (en tant que doctrine financière) et libéralisme (en tant que doctrine économique). On peut enfin proclamer que la seule doctrine économique qui vaille est un libéralisme non capitaliste, c'est-à-dire un libéralisme entrepreneurial et libertaire, sans rapport aucun avec l'ancien libéralisme spéculatif et capitalistique.

Derrière cette déclaration se cachent deux vérités essentielles ...

Primo : il n'y a aucun avenir possible sans une puissante énergie positive appelée l'esprit d'entreprise, le goût d'entreprendre ; le mythe et le pouvoir des grandes entreprises sont enfin démasqués et dénoncés, et la place économique laissée par la disparition de ces dinosaures au cul énorme et à la si petite tête est une jolie friche fertile où il y a toute la place qu'il faut pour y créer des millions de petites entreprises, légères, réticulées, intelligentes et créatives.

Secundo : la logique d'assistanat qui caractérise nos systèmes socioéconomiques ne sont plus viables parce qu'ils ne sont plus payables ; tous nos concitoyens doivent se réapproprier leur vie, leur temps, leur énergie, leur volonté, leurs savoirs, leur intelligence ; il faut d'urgence réapprendre l'autonomie dans toutes les dimensions de la vie. Il ne s'agit pas de nier certaines formes de solidarités sélectives et électives envers ceux qui ont réellement besoin d'un coup de pouce pour redémarrer, il s'agit d'éradiquer toutes ces formes pernicieuses et omniprésentes de parasitisme qui rongent nos sociétés au travers des fonctionnariats, des syndicats, des assistanats, des salariats, etc ... ; bref : il s'agit de rendre chacun responsable de sa propre vie et de ses propres moyens d'y subvenir.

Chaque homme et chaque femme sont une petite entreprise qui s'ignore, dotée d'un incroyable fonds de commerce de talents, de compétences, d'intelligences, de savoirs et savoir-faire, de relationnels, etc ... qu'il est criminel de laisser en friche ! Il faut reconstruire radicalement, volontairement, une logique d'entrepreneuriat généralisé.

*

* *

Quel avenir ? Quelles priorités ?

Dans le monde de l'après-crise, c'est-à-dire dans le monde de l'ère noétique où la décroissance matérielle sera compensée par le développement immatériel, où la valeur économique des biens et des services sera leur valeur d'usage et non plus leur valeur d'échange, où cette valeur d'usage, précisément, viendra de la qualité des intelligences y injectées et non plus de la quantité des matières y gaspillées, ...

Une vaste mutation paradigmatique ...

Les "crises" que nous traversons - et qui sont très loin d'être finies - ne sont que les turbulences superficielles d'un autre phénomène, bien plus profond. Il s'agit de l'émergence d'une nouvelle logique socio-économique qui, progressivement d'abord, plus violemment ensuite, prend le dessus de l'ancienne logique : celle de la Modernité qui avait subverti la Féodalité à la Renaissance et qui avait instauré l'ordre marchand en économie, l'ordre étatique en politique et l'ordre cartésien en philosophie.

Tous les cinq cents ans, environ, l'histoire humaine connaît une telle bifurcation, tant en Europe que dans les autres grands centres civilisationnels (Inde et Chine, principalement). Cette mutation de fond est rendue incontournable et irréversible du fait de quatre révolutions silencieuses, mais radicales, qui se sont mises en place en quelques décennies.

D'abord la révolution écologique : depuis 1800, l'humanité est exponentiellement passée de 1 à 7 milliards de représentants et a consommé 80% de toutes les réserves de ressources non renouvelables. Depuis l'an 2000 environ, nous avons quitté définitivement les logiques d'abondance pour affronter des logiques de pénurie sur les énergies fossiles, l'eau douce, les métaux non ferreux, les terres arables et toutes les autres ressources de base - sans même parler des nuisances délétères dues à toutes les pollutions (matérielles, électromagnétiques ou culturelles) et décharges de déchets de toutes sortes.

Ensuite la révolution numérique : la domestication de l'électricité, puis de l'électronique, de l'informatique et de la télématique a abouti en 1983 à la banalisation de l'ordinateur personnel et en 1989 à cette invention européenne qu'est la Toile c'est-à-dire la connexion mondiale de millions d'ordinateurs dotés de protocoles d'échanges et de recherches d'informations entre eux. Cette interconnexion généralisée est le ressort d'une mondialisation qui se vit à 100.000 km/sec. La connaissance est devenue accessible immédiatement, directement et gratuitement pour - presque - tous.

Puis la révolution organique : les organisations humaines, depuis la nuit des temps, se sont presque toutes calquées sur le modèle pyramidal parce que celui-ci permet de relier entre eux tous les acteurs d'un système avec un nombre minimal de relations entre eux. Cela conduisit à instaurer partout des modes de fonctionnement basés sur la norme, le standard, la procédure, la hiérarchie. Mais ce modèle mécanique lourd a l'inconvénient de n'être efficace que dans un monde lent et stable. La révolution numérique a instauré, tout au contraire, un monde ultra-rapide, effervescent, instable, tourbillonnant. Partout, les organisations pyramidales

hiérarchiques sont mises à mal et doivent migrer, plus ou moins profondément, plus ou moins brutalement, vers un autre modèle de fonctionnement, organique celui-là : le réseau³.

Et enfin la révolution eudémonique⁴ : depuis des siècles, l'Etat ou l'Eglise ou le Parti ou l'Université ou le Syndicat ou les Marchés, et toutes les institutions sociétales répètent leur même antienne : faites ce que l'on vous dit et, en échange, nous vous apporterons le bonheur. Ce refrain usé ne prend plus : à l'aube de ce troisième millénaire, une prise de conscience énorme se fait jour pour un nombre grandissant de nos contemporains, une révélation lumineuse : le bonheur n'est jamais fourni de l'extérieur mais il se construit de l'intérieur. La joie de vivre est affaire de volonté intérieure, d'état d'esprit ; toute existence n'obéit qu'à sa vocation intime, et ne vise que son accomplissement en plénitude et son complet épanouissement. Chaque être humain se redécouvre unique, seul responsable de la qualité de sa vie qu'il doit apprendre à construire de façon autonome. Et cela change tout, et cela change la nature intime de nos relations aux autres, au monde, aux institutions, au travail, à la morale, aux croyances, etc ...

Quatre ruptures profondes et, répétons-le, irréversibles : rupture d'avec l'abondance, rupture d'avec l'ignorance, rupture d'avec la hiérarchisation et rupture d'avec l'abnégation.

Dans ce contexte, sept grands chantiers prioritaires (strictement économiques car il faudrait aussi ajouter les trois grands chantiers sociaux que sont les modalités d'une solidarité efficace, la maîtrise positive des flux migratoires et la refonte en profondeur des systèmes éducatifs et de recherche) s'ouvrent que l'on regardera d'un peu plus près dans les courts paragraphes qui suivent :

- l'impérieuse nécessité du désendettement généralisé,
- l'éradication du modèle et du dollar américains,
- l'accélération de l'intégration européenne comme fédération de régions,
- la périphérisation drastique de la finance spéculative,
- l'éradication des mythes (croissance, BRICS, mondialisation, etc ...),
- la montée en puissance de l'économie de l'intelligence,
- la généralisation approfondie des pratiques de frugalité.

L'ordre de présentation de ces dix chantiers n'est dû qu'au hasard de l'écriture ; il n'y a aucune hiérarchisation entre eux. Tout au contraire, ils s'entraînent et se nourrissent mutuellement de façon systémique.

L'impérieuse nécessité du désendettement généralisé

L'économie moderne industrielle était basée sur un cercle qui, de vertueux, est devenu vicieux. Pour gagner plus, il faut investir plus, donc s'endetter plus et il faut écouler plus, donc faire consommer plus ; et pour consommer plus, il faut aussi s'endetter plus. Cette économie est celle des marchands d'endettement. Elle repose sur le dogme de la croissance puisque que pour gagner plus, il faut, à la fois, produire plus et consommer plus. Et pourquoi faudrait-il gagner plus ? Pour payer les intérêts des dettes et les rembourser ... peut-être.

³ Notre corps est un réseau de cellules, comme notre cerveau est un réseau de neurones, comme nos entreprises sont des réseaux de savoir-faire et comme nos communautés sont des réseaux de projets de vie.

⁴ En philosophie, l'eudémonisme désigne la recherche du bonheur et de la joie comme moteur de l'existence, l'hédonisme ne désignant que la recherche du plaisir.

Or, dans ce raisonnement obsessionnel de la croissance quantitative et matérielle, manque un élément crucial : pour produire plus, il faut plus de matières premières et elles sont toutes entrées en pénurie. Elles deviendront donc toutes de plus en plus chères. Il faudra donc bien soit s'endetter encore plus pour les acheter, soit renoncer à produire plus et passer du "toujours plus" au "juste ce qu'il faut".

Aujourd'hui, la machine infernale de l'endettement touche tous les acteurs : les ménages, les entreprises et les Etats. Et ces dettes immenses - à jamais irremboursables, d'ailleurs - ont été l'objet de titrisations et de spéculations en cascades qui font que l'économie de l'endettement (et de la promesse des gains qui sont censés y être liés) a aujourd'hui un volume plusieurs centaines de fois supérieur à celui de l'économie réelle des biens et services. La finance est devenue l'ennemie mortelle de l'économie !

L'éradication du modèle et du dollar américains

L'histoire de la Modernité débute en Italie et se termine ... aux USA. Le modèle américain est le parangon et l'hypertrophie du modèle de la Modernité. Il est basé sur le gigantisme, le "toujours plus", la marchandisation, l'industrialisation, la standardisation, la normalisation, la quantification, la planification, la financiarisation, la militarisation, la socialisation, l'hyperconsommation, la facilité, le confort, le crédit, le pragmatisme, l'utilitarisme, etc ...

Bref, ce modèle, par quelque bout qu'on le prenne et quelque ait été ses vertus ou réussites, se heurte de plein fouet aux quatre ruptures fondamentales de notre époque qui, ensemble et séparément, le rendent totalement caduc. Comment faire de la facilité et du confort les obsessions du quotidien lorsque l'on sait que ce qui est facile de vaut rien et que le confort tue la santé ? Comment prôner la financiarisation, l'hyperconsommation et l'industrialisation à outrance, lorsque l'on navigue en pleine logique de pénurie ? Etc ...

De plus, l'économie américaine, depuis 60 ans, ne vit que de spéculation financière et de planche à billets. Tout le reste - hors quelques fleurons mis en vitrine - est obsolète et décati (l'industrie américaine est une des moins robotisée du monde développé). *L'American way of life* ne fait plus fantasmer grand' monde et *L'American dream* est devenu un *American nightmare* dont même la propagande hollywoodienne ne parvient plus à masquer la décrépitude.

Quant au dollar, tout le monde sait, à présent, qu'il est de la fausse monnaie depuis des décennies et que sa "valeur" ne tient plus qu'à la planche à billets et aux transactions obligées en pétrole. Plus personne ne veut libeller en dollar. Plus personne ne veut plus souscrire des bons du trésor américain. Fin d'un empire ! Mais qu'il faut achever au plus vite car il a une terrible propension au déni de réalité et, quitte à entraîner tout le monde au fond, au refus de se voir tel qu'il est. L'énergie du désespoir peut être très dévastatrice.

L'accélération de l'intégration européenne comme fédération de régions

Toutes les structures qui restent hiérarchiques et pyramidales, sont condamnées à l'inefficacité parce que trop lentes, trop rigides, trop lourdes face à un univers de plus en plus rapide, flexible et effervescent. L'Etat national qui fut - comme la Banque - le pilier institutionnel de la Modernité, est une structure qui, par essence, est centralisée, jacobine, hiérarchique et pyramidale. Il est un niveau intermédiaire, de moins en moins utile et de plus en plus inefficace, entre le niveau continental et mondial (où se prennent, dorénavant toutes les décisions de principe) et le niveau régional ou communal (où se gèrent dorénavant toutes les mises en application concrètes).

L'Etat national est une fiction historique et politique, une pure et laborieuse invention de la Modernité - surtout due au 19^{ème} siècle - qui ne gardera plus, bientôt, qu'un rôle purement

symbolique. De plus, les Etats nationaux atteignent tous des niveaux d'endettement et des insolvabilités irréversibles tels que leur faillite est inéluctable et qu'en conséquence, tous ses onéreux fonctionnariats et assistanats disparaîtront avec lui.

L'avenir de l'Europe est en Europe et nulle part ailleurs. Une Europe fédérée et fédérale. Une Europe de la monnaie unique, de l'armée unique, de la fiscalité unique, de la diplomatie unique. Une Europe des Régions qui n'aura plus les moyens d'entretenir le niveau intermédiaire et dispendieux des Etats nationaux. Dans le domaine politique aussi, les structures plates seront de mise partout. Il n'y a pas d'autres choix.

L'Europe doit donc se percevoir, se concevoir et se construire comme un vaste réseaux de quelques centaines de régions autonomes, puissamment interactives, fédérées par un projet collectif fort et des institutions communes solides.

La périphérisation drastique de la finance spéculative

La spéculation financière est une forme de jeu qui n'était réservé qu'à ses professionnels jusqu'à ce que les USA, dès la fin de la première guerre mondiale, ouvrent grandes les portes des Bourses aux hommes de la rue. Cette démocratisation de la finance fut la cause essentielle du crash de 1929 (la panique des boursicoteurs) et de la profonde dépression qui s'ensuivit et qui fit le lit des socialismes nationaliste (Allemagne), fasciste (Italie) et communiste (Russie stalinienne, Espagne, France). Après la seconde guerre mondiale, la spéculation financière reprit de l'ampleur avec la montée en puissance de tous les mécanismes d'épargne de masse portés par les "trente glorieuses" et la reconstruction du monde européen et nippon grâce à la planche à billets américaine : c'est alors que s'épanouissent les fonds de pension, les compagnies d'assurance et les officines de "placements financiers". De plus, en éliminant la cloison étanche qui séparait la banque commerciale (dépôts et crédits) de la banque d'affaire (investissements et spéculations), les USA, encore eux, ont apporté, à la spéculation de masse, les avoirs de tous les petits épargnants qui ne voulaient pas "jouer en Bourse" et qui confiaient leurs économies à leur banque de proximité sans se douter que leurs petits sous allaient alimenter de vastes mouvements de spéculations internationales. Ajoutons encore l'explosion de la règle lombarde (dite de "réserve fractionnaire") qui limitait à 9 le coefficient devant lier crédit et dépôt ; ajoutons encore l'inventivité du génie financier qui crée des "produits" de promesse en titrisant des mélanges de fonds existants, masquant ainsi les énormes quantités d'actifs toxiques qu'ils contiennent ; et l'on comprend que la finance est devenue une économie parallèle, à part entière, ayant rompu tout lien de cohérence ou de dépendance avec l'économie réelle des biens et des services. L'économie virtuelle est cette économie spéculative et ce marché des pures promesses (qu'il ne faut jamais confondre avec l'économie immatérielle des biens et services informationnels ou cognitifs) ; elle pèse, à l'échelle mondiale, au moins 240 fois plus que l'économie réelle. Ce déséquilibre titanesque est proprement suicidaire puisque les promesses de gains futurs que vend l'économie virtuelle, sont au moins 240 fois plus importants que les gains réels qui pourraient peut-être un jour être réalisés si la croissance économique continue se maintient dans l'exponentielle du passé. Or, bien évidemment, on l'a vu, cette croissance économique éternelle est une illusion, un mensonge, un mythe : il n'y aura plus jamais de croissance économique matérielle et quantitative, ne serait-ce que parce que les ressources matérielles qu'elle requerrait, n'existe tout simplement pas ou plus.

La conclusion est évidente : l'économie spéculative se dégonflera jusqu'à devenir marginale ; reste à définir la méthode de dégonflage. Soit on laisse faire et ce dégonflage "naturel" sera violent (puisque le système tendra à se maintenir jusqu'à la dernière seconde en phagocytant tout ce qui sera économiquement digérable) et engendrera des dégâts collatéraux terriblement destructeurs tant pour les ménages que pour les entreprises. Soit ce dégonflage est provoqué et

piloté par les banques re réserve (la BERD en Europe) auquel cas les mesures sont simples mais radicales : fermeture de toutes les Bourses, garantie de toutes les épargnes non spéculatives, réglementation drastique de toutes les activités bancaires recentrées exclusivement sur le dépôt et le crédit, politique généralisée de désendettement obligatoire pour tous les acteurs, suppression de tous les droits de tirages spéciaux, etc ...

L'éradication des mythes (croissance, BRICS, mondialisation, etc ...)

"L'économie" des professeurs d'économie politique (dont on voudrait faire croire qu'elle est une science mais qui n'est que la mise en équations de fantômes) et des médias (c'est la même "économie") voudrait jouer au Nostradamus et invente, pour ce faire, des mythes. Tous ces mythes doivent être éradiqués d'urgence.

A commencer par celui de la "croissance", concept théorique qui ne couvre que la croissance quantitative des PIB des Etats concernés. La notion de PIB ne touche que les revenus déclarés et ne couvre donc ni la croissance qualitative, ni l'évolution des patrimoines naturels et immatériels, ni les économies pirate⁵, maffieuse⁶ et démonétisée⁷ qui forment pourtant les 5/6 de l'économie réelle mondiale. Plus généralement, la notion de croissance quantitative continue est impossible puisque le taux de reconstitution des stocks de matières première est désormais inférieur - et largement - au taux de croissance de la demande. On ne pourra jamais vendre quelque chose que l'on ne pourra pas fabriqué. Dont acte !

Un autre mythe est celui des BRICS, ces pays émergents dont la croissance miraculeuse va irriguer et soutenir la croissance mondiale. Notons d'abord que ces pays émergents sont soumis, comme tous les autres, à la raréfaction des ressources naturelles. C'est ce qui sauve, très momentanément, la Russie et le Brésil qui se goinfrent des stocks de gaz ou de matériaux que la Nature leur a généreusement octroyés, mais sont incapables d'une quelconque autonomie économique (le bilan global du Brésil est déficitaire comme celui de l'Inde). La Chine est un pays immense, une mosaïque de populations ethniquement, culturellement, intellectuellement, socialement hétérogènes entre lesquelles les tensions s'accroissent bien plus vite que le PIB ; la Chine a besoin d'une croissance du PIB à deux chiffres pour couvrir ses besoins internes. Elle ne l'a pas. Elle ne l'aura plus jamais. De plus, la gain de la faramineuse "croissance" chinoise a été presque exclusivement confisquée par l'Etat aux fins d'investissements colossaux partout dans le monde (la Chine rachète, par semestre, la totalité de la surface des terres arables de France, ... après avoir racheté tout ce qui pouvait l'être, en concessions minières en Afrique noire) ; la grande majorité des Chinois n'en voient pas la couleur et se révoltent de plus en plus fort et de plus en plus souvent. L'Inde a développé une excellence réelle dans diverses industries et en informatique, mais sa culture la rend étrangère aux préoccupations économiques et sociales du reste du monde. L'économie russe est essentiellement maffieuse. Quant à l'Afrique du Sud (le S de BRICS), elle n'est tout simplement pas un pays émergent et n'échappe pas à la fatalité africaine, n'en déplaise à cet autre mythe que fut Nelson Mandela.

Troisième mythe à bien revisiter : celui de mondialisation. En usant de ce concept, on confond deux choses.

La première, très superficielle, correspond à l'uniformisation de certains modèles, produits, habitudes, pratiques et valeurs qui ne reflètent, en fait, qu'une certaine américanisation du monde à grands coups d'Hollywood, de McDo, de Levy's, de FaceBook ou de Pizza Hut.

⁵ Travail au noir, "tombés du camion", copies "pirate", etc ...

⁶ Tous les trafics illicites et invisibles ...

⁷ Trocs, prosumérismes, bénévolats, contrats privés "en nature", SEL, etc ...

Cette mondialisation-là est morte ; d'une part, l'économie se relocalise et retrouve une logique de proximité, et, d'autre part, les comportements se régionalisent de plus en plus avec la montée salubre des revendications identitaires.

La seconde, la seule qui fasse sens, désigne la mondialisation effective de l'économie informationnelle et de ses réseaux et outils : la Toile. Cette mondialisation-ci, par contre, n'en est qu'à ses débuts et elle ira s'intensifiant au fur et à mesure des progrès des technologies tant électroniques que logicielles.

De façon plus générale - et peut-être plus philosophique -, tous les mythes, ceux de la Modernité et les autres, sont à combattre car ils aliènent ceux qui y croient : lorsque les dieux deviennent idoles, ils ne laissent à terre que des idolâtres déçus.

La Modernité avait établi des idéaux (ceux des "Lumières" essentiellement) qui ont constitué la mythologie de ces deux derniers siècles : religion du Progrès, de l'Égalité, de la Démocratie, de la Liberté, de la Citoyenneté, etc ... L'horrible 20^{ème} siècle a démontré, par les tripes et le sang, combien ces idéaux étaient délétères et meurtriers, combien ces mythes étaient fallacieux et simplistes, comment ils permettaient à des salauds de prendre le pouvoir, par les urnes plus que par les armes, pour asservir l'homme et le faire entrer dans leur moule absurde.

Peut-être est-il permis de penser que la sortie de Modernité que nous vivons, correspond à l'âge adulte de l'Humanité et signe la fin des ignorances superstitieuses de l'enfance et des caprices narcissiques de l'adolescence. Place au Réel, avec une majuscule !

La montée en puissance de l'économie de l'intelligence

L'économie issue de la Modernité était l'économie marchande, elle-même issue, à la Renaissance, de l'économie agraire féodale. Ces différentes strates économiques se superposent comme les couches successives d'un oignon. L'une ne chasse pas l'autre. De nos jours, nous assistons à l'émergence qui s'accélère, d'une nouvelle forme d'économie : l'économie de l'intelligence où ce qui fait la valeur des biens et des services, des gens et des entreprises, n'est plus la matière qui les constituent, mais l'intelligence (au sens le plus large, pas seulement conceptuelle, mais aussi intuitionnelle, émotionnelle, relationnelle, manuelle, etc ...) que l'on y injecte. Ainsi, la valeur du meuble industriel des années 1960 se mesurait au poids de bois utilisé, alors qu'aujourd'hui, ce poids est faible (ce n'est d'ailleurs plus du bois) et ce qui fait valeur, c'est le design, la praticité, la notoriété, la modularité, etc ... toutes choses purement immatérielles. De même, la richesse d'une entreprise se mesure bien plus au travers de ses patrimoines immatériels (ses talents, compétences, métiers, savoir-faire, notoriété, adaptabilité, créativité, inventivité, , visibilité, etc ...) que matériels ou financiers (l'actif de son bilan).

L'économie marchande, naturellement, est devenue une économie de masse, ce que ne sera pas l'économie de l'intelligence. Là où l'on cherchait naguère le volume, les facteurs d'échelle, la croissance, la productivité, la standardisation, etc ..., on cherche à présent la marge, les facteurs de qualité, la durée, la créativité, la personnalisation, etc ...

Les quatre étages économiques historiques que sont l'économie sauvage, l'économie agraire, l'économie marchande et l'économie noétique, ne sont pas du tout étanchement disjoints. Ils interfèrent les uns avec les autres. Ainsi une partie du surplus monétaire de l'économie marchande retourne à l'économie agraire au travers, par exemple, d'achats de foncier. De même, la chasse, la pêche ou la cueillette des champignons relèvent de l'économie sauvage mais sont pratiqués – parfois à bien trop grande échelle – par des acteurs des économies agraire ou marchande. Symétriquement, et c'est là le point nouveau et intéressant, une part des

ressources noétiques⁸ se transforme en numéraire et alimente l'économie marchande et, par ricochet ou directement, l'économie agraire. Mais il ne s'agit que d'une part seulement de cette économie noétique. L'autre part, elle, reste totalement immatérielle, se transforme et s'échange sans recours aucun à des transactions marchandes. C'est cette part – croissante depuis la révolution numérique - qui constitue la colonne vertébrale de la richesse émergente : une part non quantifiable (elle a beaucoup de valeur mais pas de prix), non comptabilisable et non monétisable.

La généralisation approfondie des pratiques de frugalité

Pour répondre durablement à la logique de pénurie qui s'est installée définitivement sur toutes les ressources naturelles (et parfois, même, culturelles, nous y reviendrons plus bas), doit se développer une logique de frugalité. L'équation est simple : la consommation globale de ressources est égale au produit de la démographie humaine par l'appétence consommatoire individuelle. Puisque le premier membre de notre équation diminuera spectaculairement, qu'on le veuille ou non, à court terme et pour toujours, il convient de diminuer spectaculairement les deux facteurs du second membre. Diminution démographique c'est-à-dire régulation drastique des naissances. Diminution consommatoire c'est-à-dire frugalité. Il ne s'agit évidemment pas de faire l'apologie de l'anorexie ou de l'ascétisme, ni de prêcher les mortifications de la chair. Il s'agit plutôt d'appliquer, en tout, cette simple maxime : faire beaucoup mieux avec beaucoup moins. Il s'agit donc de passer des appréciations quantitatives aux évaluations qualitatives, de passer d'une croissance matérielle au développement immatériel, de passer des valeurs d'échanges (prix) aux valeurs d'usage (utilités), de passer de l'avoir et du paraître à l'être et au devenir. Bref, il s'agit de dépasser la quantité pour s'élever à la qualité : qualité des produits et des services, qualité de vie et du travail, qualité du bonheur et de la joie, etc ...

On le sait bien à présent, à la mesure de la misère spirituelle et de la désespérance sociale de notre monde contemporain, qu'il n'y a aucune corrélation ni positive, ni négative, entre consommation et bonheur. Ces deux facteurs de vie sont indépendants l'un de l'autre. Comme le premier va diminuer très vite, il convient d'augmenter le second tout aussi vite et d'apprendre à trouver joie et bonheur ailleurs que dans la consommation. Si cette conversion ne se fait pas au pas de charge, les cris et grincements de dents risquent de faire grand bruit.

La vie demain, après la fin de la modernité ...

Les historiens savent bien que l'humanité est travaillée par de grands cycles civilisationnels. Ces cycles n'expliquent pas le tout de l'histoire, mais ils font partie de l'histoire et en signent les ruptures et bifurcations majeures. Nous vivons une telle période de transition, de passage d'un cycle ancien et usé vers un cycle nouveau et à inventer.

L'Europe (mais les autres grandes régions civilisationnelles comme l'Inde ou la Chine, tout autant) a vu se succéder cinq grands cycles qui, chacun, étaient porteur d'une valeur clé, d'un concept central, d'un mot éponyme qui révèle sa quête de sens.

- L'Hellénité cherchait la SAGESSE collective, la cité harmonieuse, le meilleur vivre-ensemble.
- La Romanité préféra l'ORDRE, la codification des Lois, la soumission des peuples, la citoyenneté impériale.

⁸ Noétique : qui concerne l'intelligence et la connaissance.

- La Gothicité partit, par les méandres d'une myriade d'hérésies, de synodes et de conciles, à la recherche de DIEU, de ce dieu chrétien que les derniers empereurs romains avaient promu sans qu'il soit bien défini en cohérence.
- La Féodalité prit alors la main : le problème de Dieu étant résolu par les théologiens et le dogme, il fallait s'occuper du SALUT des âmes au sein (inquisition) ou en dehors (croisades) de l'Eglise.
- Puis vint la Modernité et sa nouvelle religion : celle du PROGRES, celle de la libération de l'homme du joug de l'Eglise au nom de l'humanisme, du joug de la Nature par la science, du joug des Rois par les révolutions et la démocratie, du joug des famines par l'industrie, du joug de la pauvreté par l'égalité et le partage, etc ...

Nous en sommes là. Avec une religion du Progrès et de la Libération qui est morte, qui a épuisé tous ses charmes, qui a désenchanté même les plus naïfs.

Nous entrons dans un nouveau cycle civilisationnel qui veut donner du sens autrement, en se dotant d'un nouveau leitmotiv, d'un nouveau cœur de système, d'une nouvelle quête, d'un nouveau mot-clé donc.

On peut émettre, là dessus, bien des hypothèses ... ma conviction est que ce mot sera JOIE (et non pas ni ce bonheur qui est une question de chance, ni ce plaisir qui n'est qu'éphémère et dépendant du monde extérieur). Je parle ici de la Joie telle qu'elle fut décrite par Spinoza, comme conséquence et manifestation de la réalisation de soi, de l'accomplissement de soi, de l'épanouissement de soi. De la Joie qui naît, comme l'écrit Nietzsche, lorsque tu "deviens ce qui tu es et fais ce que toi seul peut faire". Je parle de la Joie qui vient de la volonté, de l'effort, de la difficulté (ce qui est facile ne vaut rien), de la discipline et de l'ascèse, de la sculpture de soi et de sa vie comme d'une œuvre d'art : la Joie n'est pas au bout du chemin, la Joie EST le chemin.

*

* *

Epilogue : pourquoi la finance est-elle le cancer de l'économie ?

Le titre de ce petit livre est né d'une analogie qui ne doit rien au hasard et qui est bien plus profonde et sérieuse que l'on ne pourrait imaginer.

Qu'est-ce que le cancer ? Dans un corps sain, les cellules se renouvellent incessamment ; chaque cellule-mère donne deux cellules-filles et des processus homéostatiques globaux autorégulent cette prolifération afin de garder constant - du moins dans un corps adulte - le nombre des cellules actives et saines. Il arrive, à tout bout de champ, que des divisions cellulaires ne se passent pas bien ; les cellules-filles défectueuses sont alors évacuées par l'organisme. Pas de problème.

Mais imaginez que de telles cellules-filles ne soient pas éliminées (une des causes du vieillissement est, probablement, liée à cette mauvaise élimination des cellules défectueuses - mais ceci est une autre histoire) et qu'elles-mêmes se mettent à se multiplier malgré leurs tares génétiques. Et imaginez, de plus, que cette multiplication tarée devienne proliférante, que la vitalité des cellules viciées soit étonnamment fertile. Là où elles sont, un petit noyau de cellules délirantes grossit. Une tumeur cancéreuse se développe et vit au dépens des tissus sains alentour. Car les tissus cancéreux, comme tout système complexe, tendent à conquérir tout l'espace autour d'eux afin d'y instaurer leur "loi". La tumeur est un organisme vivant en soi qui parasite ce corps qui devient son territoire, son substrat dont il se nourrit : plus le corps qui "l'accueille" dépérit, plus la tumeur prospère à son détriment. C'est cela qu'il faut bien comprendre !

Tant que la tumeur reste locale, on peut chirurgicalement l'extraire et la détruire tout en veillant de près à ne pas laisser en place quelques cellules véreuses qui seraient passées inaperçues et qui pourraient à nouveau proliférer - elles n'attendent que cela. Il faut donc tuer ces éventuelles cellules pourries restantes : c'est l'objectif des chimiothérapies qui les empoisonnent et des interventions au laser qui les "flinguent".

Mais le corps, pris dans son ensemble, est le terrain de vastes migrations cellulaires : des fluides vitaux, dont le sang et la lymphe, véhiculent et charrient bien des choses. Parmi ces "choses", il peut y avoir des métastases c'est-à-dire des cellules cancéreuses qui s'en vont coloniser, peu à peu, les autres tissus sains pour s'y faire un "nid" et y proliférer tranquillement. On dit que le cancer se généralise. A nouveau, des chimiothérapies peuvent tenter d'empoisonner ces "migrants" et les empêcher de nuire. Mais plus ces migrations sont intenses, plus le combat devient inégal. On connaît la suite ...

Les processus cancéreux ne sont pas propres à l'anatomie des organismes vivants. Ils sont propres à la complexité, à toutes les formes de processus complexe.

On les retrouve, par exemple, dans la prolifération des malformations et "erreurs" cristallographiques au sein même des processus de formation des cristaux solides dont elles fragilisent les structures et les rendent friables ou cassantes.

On les retrouve aussi dans les communautés humaines, dans les entreprises, par exemple. Un cas typique connu est celui des rumeurs qui prolifèrent et envahissent le champ mental de la communauté jusqu'à saper totalement l'ambiance, voire la confiance réciproque entre ses membres. Un autre cas connu est celui de la prolifération des micro-dysfonctionnements au sein d'une organisation très procéduralisée : au début, les toutes nouvelles procédures sont appliquées avec soin. Les formations ont été bien faites et les contrôles sont fréquents et judicieux. Mais le temps passe. De nouveaux venus sont moins bien formés, moins bien surveillés. La nonchalance s'installe ci ou là. La mauvaise volonté - voire la volonté de nuire et de saboter - aussi. Bref, l'homéostasie du système commence à se dégrader sans qu'il y ait de réels dysfonctionnements nets et clairs : tout se met à aller de travers sans qu'il y ait de

causes précises réellement discernables. Peu à peu, c'est toute la productivité et toute la qualité qui se dégradent. La rentabilité s'effrite. L'entreprise est malade de ses propres procédures. Tel est son cancer à elle !

On retrouve encore des processus de type cancéreux au travers de la prolifération des actes de sabotage ou des attentats dans le cadre d'une guerre d'usure menée par des résistants ou des terroristes : ces actions, si elles se répandent, mineront progressivement tout le corps sociétal contre lequel elles opèrent, allant jusqu'à en détruire la cohérence et l'unité : c'est la subversion positive en cas de résistance, négative en cas de terrorisme.

On le comprend, les phénomènes cancéreux sont des dynamiques qui peuvent se mettre en place dans n'importe quel système complexe.

On a bien compris, aussi, où je souhaite ne venir : dès qu'elle rompt le pacte qui doit la lier au corps économique, dès lors qu'elle en devient autonome et vise sa propre prolifération non plus au service du corps économique qui l'accueille, mais contre lui pour son propre profit, la finance devient le parasite létal de ce corps qu'il ronge progressivement, dont il dégénère les tissus sains et vitaux, dont il sape les homéostasies.

Pour parler vrai : tant que la finance est la docile et humble servante des entreprises et des ménages, et qu'elle remplit sa mission de fournir les fonds de trésorerie et d'investissements productifs utiles et nécessaires, tout va bien. Dès lors que la finance veut devenir maître des entreprises et de l'économie, dès lors que sa prolifération dicte sa loi et ne vise plus que cette prolifération même, dans l'immédiat court terme, la finance devient le cancer du corps économique global. Il faut l'éradiquer. Extraire et détruire ces grosses tumeurs que sont les Bourses. Pourchasser et neutraliser toutes ces métastases que sont les boursicoteurs de tous poils. Faute de quoi, le corps économique sera miné et ses capacités de résistance seront atteintes et dépassées : il mourra, irrémédiablement. Il sera trop tard. Il est déjà presque trop tard. Il est déjà peut-être trop tard.

*

Mais essayons d'aller un peu plus loin - là où la médecine analytique a échoué jusqu'ici. On a compris les mécanismes de prolifération tumorale et métastatique du cancer. Et l'on connaît les méthodes thérapeutiques mises en œuvre non pour "guérir" le cancer, mais pour l'arracher. Mais deux questions de fond demeurent.

La première : pourquoi des cellules vivantes saines se mettent-elles à produire des cellules vivantes folles, extraordinairement prolifiques ?

La seconde : pourquoi un corps sain ne combat-il pas ces cellules folles et les laissent-ils proliférer en son sein alors qu'elles le détruisent à petit feu ?

Autrement dit : qu'est-ce qui a foiré et pourquoi a-t-on laissé faire ?

Les réponses à ces deux questions ne sont pas si difficiles à établir, mais elles sont difficiles à entendre, sans doute.

Qu'est-ce qui a foiré ? Qu'est-ce qui a rendu la finance folle ? Comment une fonction économique saine est-elle devenue un chancre parasitaire ?

Tout au long de la deuxième partie "historique" de ce travail, nous avons vu s'installer, progressivement, une idée simple, banale, admise, mais particulièrement vicieuse : celle qui dit que gagner de l'argent sans produire de la valeur est possible (en termes techniques) et acceptable (en termes moraux). Il ne s'agit pas, ici, de refaire les analyses et raisonnements marxistes et de diaboliser l'antagonisme entre capital et travail, surtout que, depuis toujours mais plus que jamais aujourd'hui, une troisième ressource économique non réductible aux

deux autres prend une place centrale : l'intelligence. L'intelligence n'est ni un capital financier, ni un travail comptabilisable.

Il faut, tout au contraire, sortir, une fois pour toute, de ces philosophies simplistes et binaires. Le problème n'est pas de "choisir", pour des raisons morales ou idéologiques, entre "capital" et "travail". Le problème est d'organiser et de maintenir un sain équilibre dynamique entre les trois moteurs de la production de valeur. Cela s'appelle la "bonne santé" de l'économie. Il faut du capital (donc de la finance), il faut du travail (donc des entreprises), il faut de l'intelligence (donc des experts et des génies). Le cancer commence lorsque cet équilibre global dynamique - cette homéostasie, donc - est rompu.

Le cancer financier, c'est l'intelligence mise au service du capital contre le travail (le travail productif de valeur réelle, s'entend - il y a des financiers qui travaillent beaucoup ... sans nécessairement toucher les fruits de leur travail d'intelligence : qu'ils y pensent sérieusement). C'est le règne de l'argent facile contre l'argent difficile : mais ce qui est facile ne vaut rien ... C'est le règne de p'tits malins contre ceux qui produisent de la vraie valeur d'usage : mais les p'tits malins finissent toujours comme des "gros malins".

Il y a donc rupture d'homéostasie. Le système socioéconomique est sorti de sa trajectoire saine. Le contre-système financier a proliféré contre lui, en le parasitant toujours plus profondément ; et cette prolifération s'est accélérée à chaque stade de son histoire : lors de la symbolisation de la valeur réelle, lors de la certification de la valeur symbolisée, lors de la titrisation de la valeur certifiée, lors de la sur-titrisation de valeurs titrées. Ces deux dernières étapes ont été, évidemment, les plus destructrices parce que les plus perverses, parce que les plus anonymes, parce que les plus insidieuses, parce que les plus "obscurcissantes", les plus opaques, les plus illisibles : plus personne ne sait vraiment ce qui se cache derrière les titres qui se négocient.

Voilà pour la première question. Venons-en à la seconde : pourquoi avons-nous laissé faire ? La réponse n'est guère sympathique : parce que nous en avons tous profité. Parce que chacun de nous porte, au fond de lui, une métastase de cupidité. Parce que ce cancer-là, nous le portons tous un peu en nous.

Pourquoi ? Par peur de manquer ou de perdre ? Pour goût de l'accumulation ? Par besoin de paraître ? Par souci de faire comme les autres, comme tout le monde ? Par vraie bêtise ou docte ignorance ? Par manque de maturité et de sagesse ?

Pour un peu de tout cela, sans doute.

*

Pour terminer ce livre, j'aimerais revenir sur une idée esquissée plus haut : celle des âges de l'humanité.

Comme chacun d'entre nous, comme tout système complexe, l'humanité, prise globalement, passe et passera par cinq stades : celui de l'enfance, celui de l'adolescence, celui de la maturité, celui de la sagesse et celui de la vieillesse.

L'enfance est caractérisée par l'insouciance, la curiosité, la peur et la crédulité : c'est l'âge des jeux et des contes de fée, c'est l'âge des peurs et des cauchemars, c'est l'âge de l'innocente cruauté. L'enfance de l'humanité se termine au sixième siècle avant l'ère commune, au moment de ce que Karl Jaspers a appelé la période axiale de l'humanité, il y a deux mille cinq cents ans.

L'adolescence est un long processus de sculpture de soi et d'émancipation : l'adolescent se cherche, imite les autres, se rebelle contre les contraintes alentour, pratique, avec délectation, le narcissisme et le nombrilisme. C'est à l'adolescence que les talents se révèlent et que l'envie de les mettre en œuvre surgit, dans l'impatience et la fébrilité, dans la fièvre romantique des

"souffrances du jeune Werther". C'est aussi durant l'adolescence que se forment les traits essentiels du caractère et les germes profonds de cette vocation intime et indélébile que la vie tentera peut-être de réaliser. L'adolescence est aussi l'âge des expériences interdites et des excès ; et plus l'âge avance et plus ces expériences et excès deviennent dangereux.

L'humanité eut une longue adolescence : la sagesse grecque, l'ordre romain, le dieu goth, le salut féodal, le progrès moderne. Chacune de ces étapes de notre histoire (et les histoires indiennes ou chinoises lui sont parallèles) fut nécessaire. Chacune eut ses excès. Les plus récents furent, en toute bonne logique, les pires : Verdun, Auschwitz, Hiroshima, Goulag, Seveso, Bhopâl, Amoco Cadiz ... et le crash de 29 et les crises financières à répétition depuis 1973 avec des paroxysmes jamais atteints depuis 2008. Les dernières bêtises des adolescents sont les plus dangereuses et les plus terribles, répétons-le.

L'adolescent est égoïste et impatient, torturé et narcissique, égocentré et indifférent, cynique et cruel. L'humanité de notre époque aussi !

La sortie de l'adolescence peut emprunter trois chemins. La mort (par accident ou suicide), la maturité ou l'adulescence (le non-passage à l'âge adulte et l'enfermement dans le syndrome "Tanguy" de l'éternel adolescent, éternellement juvénile et débile, éternellement immature et crétin, éternellement dépendant et nombriliste).

Nous en sommes là : le cancer de la finance a été la dernière en date des folies capricieuses et crapuleuses de notre humanité bêtement adolescente (ne dit-on pas de l'adolescence qu'elle est "l'âge bête").

Laquelle des trois voies de sortie cette même humanité va-t-elle emprunter pour entrer enfin, dans l'âge adulte ? Mystère !

Dans la réalité, ces trois voies se réduisent à deux car l'adulescence de Tanguy, sans ses parents bonasses et nourriciers, est un passeport pour le trépas.

Le choix qui est le nôtre -je dis bien : *le nôtre* - aujourd'hui est entre mort et maturité, entre mort et sagesse, entre mort et frugalité, entre vraie mort et vraie vie !

Voilà tout l'enjeu de notre époque dont la folie financière fut, à la fois, la provocatrice et la révélatrice.

Que chacun prenne ses responsabilités !

*

* *

Achévé d'écriture ce 25 mai 2012,
dans le TGV entre Brest et Rennes ...

marc@noetique.eu